

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

La plateforme FSPE lancée aujourd'hui

Les ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé, hier depuis Oran, que la plateforme numérique du Fonds de promotion des exportations (FSPE) sera lancée aujourd'hui mardi. P 3



AVEC 18 TYPES DE RISQUES
NATURELS RECENSÉS

**L'Etat adopte une
approche proactive et
préventive**

Selon les derniers diagnostics, les pertes dues aux catastrophes pourraient représenter en moyenne 0,7 % du PIB algérien. Or selon Abdelhamid Afra, délégué aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur, notre pays est exposé à 18 types de risques, a-t-il indiqué, hier lundi à nos confrères de la radio nationale. Pour ce responsable, renforcer en la matière la résilience en Algérie est un objectif réalisable. Il faut pour cela que tous les acteurs se mobilisent pour mettre en œuvre des approches globales et intégrées.

P 2

SOMMET MINISTÉRIEL SUR LE
CLIMAT, L'ÉNERGIE ET
L'ENVIRONNEMENT DU G7

**La stratégie énergétique
de l'Algérie présentée à
Turin**

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a participé à l'ouverture du sommet ministériel sur le climat, l'énergie et l'environnement du Groupe des Sept à Turin (Italie). Ce sommet a réuni les ministres de l'Énergie, du Climat et de l'Environnement du G7, comprenant le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, ainsi qu'un représentant de l'Union européenne et d'autres pays invités, ainsi que de nombreux responsables, experts et dirigeants d'entreprises énergétiques mondiales et européennes en particulier.

P 5

SONATRACH

**Signature d'un protocole
d'entente avec la société
américaine HGR Energy**

Sonatrach et la société américaine Hecate Energy Global Renewables (HGR Energy) ont procédé, ce lundi à Alger, à la signature d'un protocole d'entente, indique le groupe dans un communiqué.

P 16

COSOB-AUTORITÉ DES MARCHÉS
FINANCIERS DU QATAR

**Les opportunités
de coopération
examinées** P 2

AMAR TAKJOUT, SG DE L'UGTA

**«L'augmentation des
salaires exige une
économie forte»** P 5

HYDROCARBURES

**ALNAFT attribue la pré-
qualification d'opérateur
amont à la société
nationale GCB** P 3

FINANCE ISLAMIQUE
Les produits proposés
par les banques en
Algérie sont en
conformité avec la
"Chaaria"

L'ensemble des produits financiers proposés par les guichets dédiés à la finance islamique dans les banques en Algérie, sont basés sur les principes de la "Chaaria" et également le respect des prescriptions des valeurs islamiques, a affirmé dimanche à Ghar-daïa, Kamel Bouzidi, membre du Haut conseil Islamique (HCI). S'exprimant à l'issue d'une rencontre de sensibilisation et de vulgarisation sur la finance islamique organisée à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie du M'Zab (CCIM), en collaboration avec la Direction de l'agence locale de la Banque nationale d'Algérie (BNA), dans le cadre de la relance du développement économique, "le fakih" (Erudit) Bouzidi, également vice président de l'Académie internationale du "Fiqh" islamique (AIFI), a rassuré les participants que les produits financiers des guichets islamiques sont certifiés et "en conformité avec les préceptes de notre religion Islam". Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Boudjelal, membre du HCI, spécialiste en finance islamique, a souligné que cette rencontre est une aubaine pour éclairer l'audience sur les contours de la finance islamique qui s'inscrit dans le cadre de la diversification de source de financement de l'économie nationale. Ce segment de financement de l'économie nationale a porté ses fruits à travers les guichets dédiés à la finance islamique ouverts dans les six banques publiques et quatre banques privées, a indiqué M. Boudjelal. Et d'ajouter que ce financement islamique peut constituer un levier de développement économique national. L'ensemble des intervenants ont expliqué, à travers une analyse, les particularités relatives au mode de fonctionnement des guichets de financement islamique, tout en soulignant que le secteur bancaire islamique en Algérie dispose de plusieurs opportunités pour se développer et renforcer sa contribution à l'économie nationale. Lors de cette rencontre, plusieurs participants ont plaidé pour la vulgarisation des "fatwas" pour rassurer les clients sur la conformité avec les préceptes de l'Islam dans divers secteurs d'investissement particulièrement l'Agriculture.

AVEC 18 TYPES DE RISQUES NATURELS RECENSÉS

L'Algérie adopte une approche proactive et préventive

Selon les derniers diagnostics, les pertes dues aux catastrophes pourraient représenter en moyenne 0,7 % du PIB algérien. Or selon Abdelhamid Afra, délégué aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur, notre pays est exposé à 18 types de risques, a-t-il indiqué, hier lundi à nos confrères de la radio nationale. Pour ce responsable, renforcer en la matière la résilience en Algérie est un objectif réalisable. Il faut pour cela que tous les acteurs se mobilisent pour mettre en œuvre des approches globales et intégrées.

Par Réda Hadi

Les leçons tirées des précédents désastres et les priorités fixées pour faire face aux catastrophes et aux défis climatiques offrent un aperçu des solutions à adopter pour bâtir un avenir où les Algériens seront plus en sécurité et mieux préparés aux aléas naturels. Aussi, l'Algérie a élaboré une stratégie et un plan pour faire face à ces risques et les gérer, a-t-il ajouté lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale. Une stratégie fondée sur une approche proactive et préventive. Un plan basé « dans un premier temps, sur la veille, la prévention et la prévision avant de passer aux phases de l'intervention, de récupération et de retour à la normale doit être adoptée », a expliqué le locuteur. Concernant le fonds spécial dédié aux catastrophes Abdelhamid Afra a révélé qu'une « proposition a été soumise pour créer un autre fonds » qui « financera toutes les activités de prévention avant et pendant les catastrophes », ajoutant que « l'investissement d'un dinar dans le processus de prévention permet d'économiser 15 dinars en in-

tervention, ce qui en fait un investissement très rentable ». Rappelant au passage les mesures proactives prises par le ministère de l'Intérieur pour faire face aux grandes catastrophes, notamment l'installation, le 27 février dernier, de la Commission nationale de protection des forêts (CNPf), outre l'installation, par la suite, des Commissions de wilaya, communale et de proximité. A cet effet, une instruction a été adressée à tous les walis pour « préparer le plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêts », rappelle Abdelhamid Afra. D'autant, a révélé le représentant du ministère de l'Intérieur, que « cette année, la saison de prévention entrera en vigueur ce 1er mai au lieu du 1er juin », et que « le programme a été prolongé jusqu'en novembre au lieu d'octobre » soulignant que « toutes les ressources terrestres et aériennes sont mobilisées pour faire face aux catastrophes, en particulier les incendies de forêt ». Les pouvoirs publics se sont donc appuyés dans leur stratégie face aux risques de catastrophes majeures sur une approche nouvelle basée sur cer-

taines recommandations contenues dans le rapport de diagnostic sur la gestion des catastrophes naturelles en Algérie, élaboré depuis trois ans en coopération avec la Banque mondiale, notamment l'adoption d'actions proactives, l'alerte précoce et la préparation avant qu'une catastrophe ne survienne. S'agissant de la modernisation de l'arsenal juridique et réglementaire pour faire face aux différentes menaces, le nombre de dangers majeurs auxquels l'Algérie est exposée à 18, auxquels s'ajoute la menace cybernétique liée à la sécurité de l'information, le danger acridien, le danger biotechnologique et le danger spatial, précise-t-il. M. Laafra a déjà souligné l'importance des investissements réalisés par l'Algérie, au cours des dernières années, dans le domaine de la résilience aux catastrophes, compte tenu des dommages importants et directs qu'elles peuvent causer et des sommes financières nécessaires pour les traiter, estimées à environ 32 milliards de dinars, en moyenne annuelle, sans compter les centaines de victimes entre morts et blessés et les dégâts matériels et naturels.

COSOB-AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS DU QATAR

Les opportunités de coopération examinées

Le Président de la Commission d'Organisation et de surveillance des Opérations de Bourse, Youcef Bouzenada, a été reçu, dimanche 28 avril 2024 par le Dr Tami Ahmed Al-Binali, Président de l'Autorité Qatarienne des Marchés Financiers, au siège de l'autorité situé à Doha, indique la COSOB dans un communiqué. Les deux parties ont abordé les réalisations accomplies dans les deux pays dans le domaine du développement des marchés financiers, ainsi que les principales tendances et évolutions sur les marchés financiers régionaux, et les perspectives de coopération entre les deux institutions.

Ils ont également échangé sur le développement des marchés financiers dans la région, tout en convenant de renforcer les moyens de coopération bilatérale entre les deux autorités, notamment: « L'échange d'expériences pratiques, avec la proposition d'adopter des programmes de formation conjoints visant à renforcer les compétences et les connaissances dans le secteur financier et la possibilité d'organiser des conférences et des ateliers spécialisés tout en renforçant et favorisant le dialogue continu entre les deux pays frères ». Par ailleurs, les deux responsables ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats de cette rencontre

fructueuse, soulignant l'importance cruciale de renforcer la coopération bilatérale entre le Qatar et l'Algérie dans le domaine financier. Ils ont convenu que cette collaboration contribuera non seulement au développement des marchés financiers arabes, mais renforcera également leur position sur la scène internationale. Cette réunion intervient dans le contexte de la participation du Président de la COSOB, Youcef Bouzenada au dix-huitième Conseil de l'Union des Autorités des Marchés financiers Arabes et au troisième Congrès des Marchés Financiers Arabes, qui se sont récemment tenus à Doha le 24 et le 25 du mois courant.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROMOTION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

La plateforme FSPE lancée aujourd’hui

Les ministres du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé, hier depuis Oran, que la plateforme numérique du Fonds de promotion des exportations (FSPE) sera lancée aujourd’hui mardi.

Par Z R

S’exprimant à l’ouverture de la 7^{ème} édition du Salon international de transport et de la logistique (LOGISTICAL), le ministre a expliqué que cette plateforme a pour but de prendre en charge toutes les indemnités, liées aux avantages inclus dans ce fonds au profit des exportateurs. En plus de donner suite à leurs demandes par voie électronique sans se déplacer vers l’administration centrale. La relance de ce fonds (Fspe) vise à donner un accompagnement en plus pour les exportateurs notamment dans le domaine de la prospection de nouveaux marchés et participation aux foires à l’étranger.

Le Fspe a comme mission d’«apporter un soutien financier aux exportateurs dans leurs actions de promotion et de placement de leurs produits sur les marchés extérieurs»; plus que cela, cette aide a été conçue comme moyen incitatif quant au lancement concret du processus de l’exportation.

Il s’agit d’une «aide de l’État, par le biais du Fspe octroyée à toute entreprise résidente, productrice de biens ou services et à tout commerçant régulièrement inscrit au registre du commerce œuvrant dans le domaine de l’exportation. Le montant de l’aide accordée est fixé par le ministre du Commerce, selon des pourcentages déterminés à l’avance, en fonction des ressources disponibles».

Concernant les trois conventions signées, hier, entre les secteurs du Commerce et du Transport, Tayeb Zitouni a expliqué qu’elles visent à faciliter les procédures administratives liées aux frais de transport dans le cadre du FSPE.

Ces accords permettront aux exportateurs algériens d’obtenir une réduction de 50 %, a-t-il ajouté. Ce fonds est alimenté par la compensation directe des entreprises de transport conventionnées avec le secteur commercial.

Nécessité d’investir dans la production de matières premières

Par ailleurs, le ministre du Commerce a insisté sur la nécessité pour les industriels algériens d’investir dans la production des matières premières, qui sont actuellement importées, pour réduire la facture des importations et relever le niveau d’intégration nationale dans différents secteurs.

Lors de sa visite en compagnie du ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, au groupe Berrahal de raffinage du sucre de la région de Tafraoui, le ministre a appelé les responsables de l’usine, qui approvisionne en sucre la plupart des wilayas de l’Ouest du pays, «d’investir dans la production des matières premières nécessaires à la production de cet aliment stratégique, à partir de 2025, dans le cadre de la stratégie de l’Etat visant à produire la plupart des matières premières pour la production de denrées alimentaires de base, en particulier l’huile et le sucre, au cours des années 2026 et 2027».

Zitouni a appelé les responsables du groupe à «œuvrer à augmenter la production au niveau des usines d’Oran et de Mostaganem, estimée actuellement à 1.300 tonnes/jour, en vue de satisfaire tous les besoins nationaux et assurer des réserves stratégiques pour éviter toute pénurie dans l’approvisionnement de ce produit de base

sur le marché et se diriger vers l’exportation». A l’usine de l’entreprise TAPIDOR de production de tapis à la zone industrielle d’Es-Senia, le ministre a mis l’accent sur «l’engagement de l’Etat à la protection de la production nationale, qui crée de la valeur ajoutée au pays en fournissant un produit de qualité, qui contribue à réduire la facture des importations, de générer des postes d’emploi et de soutenir la trésorerie publique à travers les impôts».

Des mesures pour développer la logistique

Pour sa part le ministre des Transport, Mohamed El Habib Zahana, qui co-présidé l’ouverture de cette manifestation (LOGISTICAL), a mis en avant les efforts déployés par son département pour le développement de la logistique, notamment le transport maritime qui représente 95% de nos échanges commerciaux à l’international. Il a annoncé qu’une société publique «CNAN Algérie» est en cours de création. Elle aura la mission de gérer le pavillon national maritime composé de 13 bateaux et également l’acquisition de nouveaux navires pour le transport des céréales. Dans sa feuille de route, le secteur œuvre également à l’optimisation des moyens existants. Concernant l’utilisation des conteneurs, le ministre a annoncé un programme de réhabilitation de 5000 conteneurs abandonnés, et le lancement dans la construction de conteneurs en local dans une deuxième étape. Ajoutons à cela, la gestion des ports sera modernisée, suivi par des extensions aux niveaux des ports d’Oran, d’Alger et de Jijel pour une capacité globale de 3,4 millions de conteneurs.

HYDROCARBURES

ALNAFT attribue la pré-qualification d’opérateur amont à la société nationale GCB

L’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a attribué une attestation de pré-qualification, en qualité d’opérateur amont dans le domaine des hydrocarbures, à la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), a-t-elle annoncé lundi dans un communiqué. La remise de cette attestation s’est déroulée, jeudi

dernier, lors d’une cérémonie présidée par le président du Comité de direction d’ALNAFT, Mourad Beldjehem, en présence de membres du Comité de direction d’ALNAFT du P-dg la GCB, Abdelghani Bendjebba, accompagné de cadres dirigeants de la société, a précisé la même source. "L’octroi de la qualité d’opérateur

amont à la compagnie GCB renforce la liste des compagnies pré-qualifiées pour l’exercice des activités amont dans le domaine des hydrocarbures", a fait savoir l’agence. "Cette pré-qualification pour une durée de cinq (5) années fait de GCB la première entreprise algérienne disposant de ce statut, ouvrant ainsi la voie à d’autres entreprises algé-

riennes dans le contexte de la promotion du contenu local", a souligné le communiqué en mentionnant que "les efforts de promotion déployés par l’agence ALNAFT, dans le cadre de la Loi 19-13 sur les hydrocarbures, demeurent permanents pour la promotion du domaine minier hydrocarbures algérien".

ORAN

Ouverture du 4ème Salon international du recyclage "Recycling Expo"

La quatrième édition du Salon international du recyclage, du traitement des déchets, des énergies renouvelables, du développement de l’énergie verte, de la préservation des ressources naturelles et de la protection de l’environnement "Recycling Expo" a été ouverte, lundi, avec la participation d’une cinquantaine d’exposants. Le salon a été inauguré par la Directrice locale de l’Environnement, Mme Nawel Boussif, en présence de la Directrice par intérim du Conservatoire national des formations à l’environnement (CNFE), partenaire de l’évènement, Mme Achour Hayat. La Directrice locale de l’Environnement a souligné, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d’ouverture, l’importance de ce genre d’exposition dédiée au recyclage, pour la protection de l’environnement, grâce à la récupération et la valorisation des déchets. Pour sa part, la Directrice par du CNFE, un établissement placé sous la tutelle du ministère de l’Environnement et des Energies renouvelables, dédié à la sensibilisation et la formation sur l’environnement, a indiqué que le Conservatoire est présent à ce salon pour mettre en avant son rôle et ses missions, en plus de sa participation dans la préparation d’un riche programme de conférences sur diverses thématiques en relation avec le recyclage et la valorisation des déchets. Ce programme de conférences, prévu en marge de l’exposition, abordera plusieurs thématiques comme "les opportunités vertes offertes aux jeunes pour lancer des projets environnementaux", la gestion des déchets : état des lieux, stratégie nationale et perspectives" et "le rôle des associations dans la protection de l’environnement". Organisé par l’agence événementielle "SOS Event", ce salon regroupe les professionnels régionaux, nationaux et internationaux du tri, de la collecte, du recyclage, du traitement des déchets, des énergies renouvelables et des équipements, selon les organisateurs. La Sénégal, seul exposant étranger au salon, est l’invité d’honneur de cette édition, a-t-on indiqué, ajoutant que le salon se veut un espace d’échange et de découverte de nouvelles technologies. (APS)

ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS LIÉS À L’AQUACULTURE

Nécessité de renforcer les efforts

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques Ahmed Badani a souligné, lundi à Sidi Bel Abbes, la nécessité de renforcer les efforts et la coordination entre les différents acteurs, en vue du soutien et de l’accompagnement des projets d’investissement liés à l’aquaculture et ses accessoires, notamment la fabrication du matériel et d’équipements, vu l’importance de cette filière dans l’augmentation de la production halieutique et l’amélioration de la sécurité alimentaire du pays. Intervenant lors de sa supervision de l’ouverture d’une journée d’étude organisée à l’Université Djilali Liabes sur le thème "Investissement dans l’aquaculture : défis et perspectives", le ministre a souligné l’importance d’intensifier les efforts déployés par tous les acteurs, des autorités locales et des directions des wilayas des différents secteurs, des dispositifs d’appui et des établissements de formation, pour accompa-

gner le secteur de la pêche et des productions halieutiques dans la réalisation de nombreux projets d’investissement dans la pisciculture M. Badani a rappelé que le secteur a connu, récemment, ce qui le qualifie à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire, conformément à une stratégie claire issue des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui repose sur le développement à grande échelle de l’aquaculture en eau douce, à travers des installations d’eau ou de bassins destinés à l’irrigation, ainsi que les investissements y afférents au niveau des zones aquacoles. Il a souligné que "cette stratégie repose également sur le soutien et l’accompagnement de tous les projets, dans le cadre de l’entrepreneuriat et de l’innovation liés à l’aquaculture, notamment la fa-

brication d’aliments pour animaux, la production d’alevins, la culture d’algues et les industries de transformation et de commercialisation". Dans le domaine de l’aquaculture en eau douce, le ministre a mis l’accent sur l’enregistrement, en 2023 et au premier trimestre de cette année, de chiffres encourageants en termes de projets productifs et de quantités de la production halieutique réalisée, recensant dans ce cadre plus de 55 projets productifs, dont trois nouveaux projets entrés en production, cette année, outre 49 projets en cours de réalisation. Plus de 22.000 professionnels de l’activité aquacole ont également été enregistrés, grâce à l’ensemencement de plus de 16.000 bassins, en raison des bénéfices de cette intégration à l’activité agricole, qui a donné ses preuves par de nombreuses

expériences de terrain et d’investissements réalisés, à travers une augmentation de la production d’environ 30 pour cent et une réduction des engrais chimiques, jusqu’à 70 pour cent, en plus de la diversification des revenus des agriculteurs, de l’activité de pêche continentale pratiquée par plus de 57 pêcheurs au niveau des barrages et des plans d’eau à travers le pays, a ajouté le ministre. Il a indiqué que toutes ces activités ont permis d’atteindre une production estimée à plus de 2.700 tonnes de poissons d’eau douce de différentes espèces, qui ont été commercialisées à travers les réseaux de distribution des produits de la pêche ou à travers les points de vente de la Chambre nationale, notamment durant le mois de Ramadhan, où des produits de la pêche et de l’aquaculture ont été commercialisés à des prix compétitifs, notamment le tilapia.

SUIVI DES DEMANDES D'IMPORTATION
Nouveau système électronique de cryptage des données

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement, à partir du 1er mai, d'un nouveau système électronique de cryptage des données sur la plateforme de suivi des demandes d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état. Ce nouveau système numérique, qui intervient en application des directives du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, et dans le cadre de la numérisation du secteur et de la promotion de la transparence, vise à « améliorer l'efficacité et la transparence du traitement des demandes du document de domiciliation bancaire et à sécuriser les données des opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinés à la revente en l'état », précise la même source. Ainsi, le ministère a appelé les opérateurs économiques activant dans ce domaine à suivre le guide de cette opération via la plateforme de suivi des demandes d'importation des matières premières, de produits et de marchandises destinés à la revente en l'état.

SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE
Les efforts et l'apport de l'Algérie mis en avant à Riyadh

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a mis en avant, dimanche depuis Riyadh (Arabie Saoudite), les efforts et l'apport de l'Algérie en matière de sécurité énergétique sur les plans régional et international, soulignant le souci de l'Algérie de s'ériger en partenaire énergétique fiable dans sa région. « Nous œuvrons à ce que l'Algérie s'érige en partenaire fiable dans sa région, où elle dispose d'un large réseau de partenaires », a précisé M. Attaf lors d'une séance-débat sur « les dynamiques géopolitiques et la transition énergétique », tenue dans le cadre du Forum économique mondial (Forum de Davos). Le ministre a, également, rappelé les résultats importants ayant couronné les travaux du Sommet d'Alger des pays exportateurs de gaz (GECF), tenu en mars

dernier, lequel a attesté que « le gaz est un principal axe d'une transition énergétique équitable pour tous ». Relevant le changement des facteurs géopolitiques qui contrôlent les marchés énergétiques depuis deux ans, le ministre a affirmé que « l'établissement par l'Algérie d'un vaste réseau de partenaires dans le domaine de l'énergie ne s'est pas fait au détriment de ses engagements en matière de réduction de l'impact environnemental ». Concernant la transition énergétique dans le monde, le ministre des Affaires étrangères a souligné la nécessité pour le processus de transition énergétique, de se conformer aux normes de justice et d'équité en premier lieu, notamment vis-à-vis des pays émergents. M. Attaf a également évoqué les transformations que connaît le secteur énergétique en Afrique, notamment avec l'émergence de

nouveaux acteurs, mettant en avant à cet égard, l'importance des découvertes pétrolières et gazières majeures, enregistrées récemment au Niger, au Sénégal et en Mauritanie, susceptibles d'impulser « le développement dans ces pays ». Cette nouvelle donne économique (découvertes) se veut un moyen « pour contribuer, de manière directe ou indirecte, à la lutte contre le terrorisme, le crime international et l'émigration clandestine au Sahel », a ajouté le ministre. Le programme de ce Forum intitulé: « Coopération internationale, Croissance et Energie pour le développement », porte sur l'examen des différentes questions et évolutions économiques mondiales dans l'objectif de promouvoir une coopération internationale multipartite pour élaborer des solutions communes face aux différents défis sécuritaires, de développement et environnementaux.

ECONOMIE BLEUE
Un concours ouvert à des projets innovants dans le domaine de la pêche et l'aquaculture

Un appel à candidatures aux meilleurs projets innovants dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture est ouvert aux startups, aux ingénieurs et aux étudiants en fin cycle en Algérie, ont annoncé, dimanche, dans un communiqué, les initiateurs de cette compétition. Ce concours, intitulé « Digital Blue Hack », est organisé par le Programme Economie bleue, pêche et aquaculture, (un programme initié dans le cadre du partenariat entre le ministère de la Pêche et des Productions Halieutiques (MPPH) et l'Union Européenne), en collaboration avec la société « IMMAR R&C », a fait savoir la même source. Cet appel vise à réunir des esprits créatifs et

innovants pour résoudre des défis majeurs dans le domaine de la « BlueTech » en utilisant des solutions numériques (software/hardware). Il est destiné aux startups déjà établies, aux étudiants en fin de cycle, aux développeurs et aux ingénieurs (profils IT), a précisé le communiqué. Les thématiques retenues dans le cadre de ce concours portent sur la gestion et les systèmes de l'information pour améliorer la gestion des ressources marines ainsi que la collecte et analyse des données et d'aide à la décision dans les domaines de la pêche, de l'aquaculture et les ports. Des thématiques concernent aussi les innovations dans les technologies de surveillance et de gestion des zones côtières, de la pêche, de l'aquaculture et des infrastructures marines et portuaires, ainsi que l'inté-

gration de solutions pour une économie bleue durable et circulaire intégrant tous les maillons de la chaîne de valeur de l'amont à l'aval en vue de maintenir la valeur des produits, des matières et des ressources. Les futurs porteurs de projets sont appelés à s'inscrire sur le site web du programme (<https://www.economiebleue.dz/hackathons/>), la date limite des inscriptions étant fixée au 13 mai prochain, est-il mentionné dans le communiqué. Une pré-sélection se fera par un comité d'évaluation qui sélectionnera 10 porteurs de projets qui bénéficieront d'un accompagnement en deux temps, en ligne et par la suite en présentiel, avant la tenue d'une finale prévue le 1er juillet prochain à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA) à Alger, a-t-on encore souligné de même source.

LG SHOWCASE MEA 2024
Une nouvelle gamme de produits de divertissement à domicile dévoilée

LG Electronics, un leader mondial de l'électronique grand public, a récemment organisé son LG Showcase MEA 2024 à l'hôtel Conrad d'Abu Dhabi. Avec le thème général « Réinventer ensemble », l'événement s'est concentré sur la présentation des dernières innovations et l'extension des relations avec ses parties prenantes. Accueillant plus de 500 invités estimés, l'événement a offert une expérience pratique avec ses derniers produits. La gamme de produits de divertissement domestique de LG, qui comprend des téléviseurs, des produits audio et des produits de jeu, a été l'un des points forts de l'exposition. Commentant l'événement, M. Il Hwan Lee, directeur général de LG MEA Region, a déclaré : « Nous concevons chaque produit dans le but d'améliorer la vie quotidienne de nos clients. L'événement LG Showcase MEA 2024 témoigne de cet engagement, et nous sommes fiers d'exposer nos produits phares aujourd'hui. Chacun de ces produits de divertissement à domicile est conçu avec des innovations pratiques tout en gardant à cœur les exigences des cas d'utilisation des clients, ce qui s'aligne sur notre objectif de créer une vie meilleure en élevant l'expérience de divertissement de chacun et l'intérieur de leurs maisons. »

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 افريل 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 avril 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	85	97	73	البطاطا
	Tomate	75	85	65	الطماطم
	Oignon sec	113	124	102	البصل الجاف
	Ail sec	462	536	389	الثوم الجاف
	Carotte	75	84	66	الجزر
	Navet	98	108	88	لفت
	Petit pois	189	207	170	الفاصولياء
	Fève verte	87	100	75	الفول الأخضر
	Courgette	101	112	90	القوسة
	Haricot vert	327	353	301	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	97	107	87	الخس
	Pomme locale	462	577	347	التفاح المحلي
	Datte	566	705	427	التمر
	Orange	172	211	133	البرتقال
	Citron	156	176	136	الليمون
Produits d'origine animale	Banane	427	443	412	الموز
	Viande bovine locale	1708	1819	1597	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	432	444	419	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	90	حليب البقر (لتر)

SOMMET MINISTÉRIEL SUR LE CLIMAT, L'ÉNERGIE ET L'ENVIRONNEMENT DU G7

La stratégie énergétique de l'Algérie présentée à Turin

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a participé à l'ouverture du sommet ministériel sur le climat, l'énergie et l'environnement du Groupe des Sept à Turin (Italie). Ce sommet a réuni les ministres de l'Énergie, du Climat et de l'Environnement du G7, comprenant le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis, ainsi qu'un représentant de l'Union européenne et d'autres pays invités, ainsi que de nombreux responsables, experts et dirigeants d'entreprises énergétiques mondiales et européennes en particulier.

Par Sirine RR

Dans son intervention, Arkab a souligné que cette «réunion contribuera certainement à approfondir notre compréhension commune des défis et des opportunités auxquels nous sommes confrontés et qui nous offre également l'occasion d'explorer des voies prometteuses pour renforcer notre coopération en vue de réaliser un développement durable et inclusif». Le ministre a également abordé les impacts et les perturbations de l'économie mondiale, soulignant «la nécessité de renforcer la résilience des systèmes énergétiques et économiques, ainsi que de renforcer les trajectoires de développement durable et innovant pour garantir la stabilité et la prospérité de nos citoyens et de nos communautés». Dans ce contexte, affirme le ministre, «l'Algérie a mis en œuvre une stratégie visant à doubler sa production d'énergie primaire, notamment de gaz naturel, tout en s'engageant à sécuriser un approvisionnement à long terme tout en réduisant l'empreinte carbone».

Investissement de 52 milliards de dollars

L'Algérie s'est engagée, ajoute-t-il, à renforcer son rôle en tant que fournisseur mondial d'énergie fiable grâce à d'importants investissements dans l'exploration, la production et les infrastructures de transport de gaz. «Ces efforts visent à garantir la sécurité énergétique et à répondre à la demande croissante en énergie de manière durable, avec un programme d'investissement de plus de 52 milliards de dollars, visant à augmenter la production de gaz à 110 milliards de mètres cubes par an». S'agissant de la transition énergétique, le ministre a fait savoir qu'elle est une évolution vers un mix énergétique diversifié et équilibré. L'objectif des

pouvoirs publics est de répondre à la demande croissante de manière durable, économique et sûre, tout en réduisant les impacts environnementaux, avec un engagement important à atteindre 30 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique national d'ici 2035. Ce plan repose, détaille-t-il, sur la mise en œuvre du programme national des énergies renouvelables, visant à atteindre une capacité de 15 000 mégawatts, dont 3 000 mégawatts ont déjà été lancés, ce qui permettra à l'Algérie de doubler ses capacités en énergie renouvelable. Dans son intervention, le ministre a également souligné l'engagement de l'Algérie dans les initiatives internationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de méthane. Le Groupe Sonatrach s'est déjà engagée, en lançant d'importants investissements dans ce cadre là et a rejoint de nombreuses initiatives mondiales à cet égard. Un projet a également été lancé pour planter plus de 420 millions d'arbres sur une période de 10 ans afin de créer un nouveau système forestier qui renforce naturellement le stockage du carbone, renforçant ainsi l'engagement dans la lutte contre le changement climatique, rappelle-t-il. D'autre part, le développement de l'hydrogène est une priorité pour le gouvernement algérien. Mohamed Arkab a indiqué que «l'Algérie possède des atouts importants pour devenir un acteur majeur dans ce domaine à l'échelle régionale, grâce à nos capacités dans le domaine de l'énergie solaire. « Notre pays aspire à devenir un centre régional majeur pour l'énergie et un hub pour les échanges d'énergie grâce à plusieurs projets ambitieux », souligne-t-il.

Renforcement des interconnexions électriques

Le ministre a également souligné que le renforcement des interconnexions électriques en Algérie, ainsi que les interconnexions avec l'Europe,

joueront un rôle crucial dans l'accélération de la transition énergétique, en soutenant le développement régional, et le projet massif de connexion électrique de Sud 2 avec le réseau national sera un catalyseur majeur pour l'intégration des énergies renouvelables. « Avec un investissement dépassant 2 milliards de dollars, cette connexion renforcera l'approvisionnement électrique local et ouvrira de nouvelles perspectives d'exportation vers l'Europe, en créant de nouvelles voies pour fournir de l'énergie à nos pays africains voisins », affirme le ministre. Quant au projet du Gazoduc transsaharien (TSGP), selon le ministre, «il reliera le Nigéria à l'Europe via l'Algérie et le Niger. En plus de son impact social et économique, ce projet soutiendra le développement local et renforcera le rôle stratégique de l'Algérie, tout en améliorant la sécurité énergétique sur la côte nord». En ce qui concerne le projet «Sud 2» visant à relier l'Algérie à l'Europe via un pipeline dédié au transport d'hydrogène vert, produit localement à partir de sources propres, il placera l'Algérie en avant dans l'industrie prometteuse de l'hydrogène. Enfin, le ministre de l'Energie a souligné l'importance de la coopération entre le G7 et les pays en développement, qui doit être fondée sur les principes de l'intérêt commun en faveur de la réalisation d'un développement global et durable. Il a également souligné le soutien de l'Algérie aux efforts visant à relever les défis mondiaux tels que les changements climatiques et la sécurité énergétique, y compris en Afrique, pour garantir l'accès à l'énergie pour tous et répondre aux besoins des plus vulnérables. Il est à noter que les discussions de cet événement portaient sur les moyens pratiques de renforcer la cohérence et l'intégration des mesures prises collectivement pour faire face aux crises climatiques, à la perte de biodiversité et à la pollution, ainsi que pour définir un système énergétique sûr, durable et abordable, afin de réaliser la prospérité générale pour tous.

ARKAB S'ENTRETIENT À TURIN AVEC LE PDG DE BAKER HUGHES

Les opportunités d'investissement en Algérie examinées

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu, à Turin (Italie), avec le PDG de Baker Hughes, Lorenzo Simonelli, sur les opportunités d'investissement en Algérie, notamment dans le domaine des hydrocarbures, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui a eu lieu, dimanche, en marge de la Conférence ministérielle du G7 sur le climat, l'énergie et l'environnement, les deux parties ont examiné "les moyens de renforcer la coopération et l'investissement dans le domaine des hydrocarbures en Algérie et les opportunités d'exploitation et de développement des gisements avec Sonatrach, à l'instar du projet de compression de gaz +Boosting+ à Hassi R'mel", a précisé la même source. A cette occasion, M. Arkab a salué les efforts de Baker Hughes, qu'il a invitée à "renforcer sa présence et ses activités en Algérie" et à "investir le marché africain avec Sonatrach, notamment dans les domaines de l'ingénierie, du captage du CO2 et du développement de l'hydrogène". Spécialisée dans les technologies énergétiques, Baker Hughes compte parmi les sociétés leaders dans le secteur des services liés aux gisements pétroliers et gaziers dans le monde.

AMAR TAKJOUT, SG DE L'UGTA

«L'augmentation des salaires exige une économie forte»

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takjout, a longuement évoqué, hier lundi, lors de son passage au Forum de la radio chaîne 1 de la Radio Algérienne l'augmentation des salaires et la sauvegarde du pouvoir d'achat des travailleurs. « Si on augmente les salaires et, en face, nous avons une tendance inflationniste haussière, cette augmentation sera consommée en six mois ou une année au plus. Les augmentations de salaires exigent une économie forte. Mais, on doit nous pencher sérieusement des entreprises en difficulté et celles qui doivent produire davantage et qui nécessitent des aides de l'Etat pour parler d'augmentation de salaires ». Pour M. Takjout, les mesures qui ont été prises par le Gouvernement au profit des entreprises doivent être traduites sur le terrain pour prétendre construire une économie forte. « Il faudra qu'il ait un suivi sur le terrain (...) Nous avons opéré une augmentation de 47 % au profit des travailleurs de la Fonction publique, mais quand on parle avec les fonctionnaires, ils évoquent toujours des

problèmes. Il n'y pas que les salaires pour améliorer la situation des travailleurs ».

Retraites : sauvegarder le système à répartition intergénérationnel

Evouquant les retraites, l'invité du forum de la Radio Algérienne a estimé qu'il s'agissait « d'un sujet sensible » et qu'« on doit s'interroger pourquoi les travailleurs demandent à partir après 32 ans de carrière ». Rappelant que le dossier est à l'étude au niveau de l'UGTA, M. Takjout a affirmé qu'« on doit prendre en considération le facteur financier. Cette exigence ne doit pas impacter sur le Trésor public. Et si ce n'est pas le cas, pourquoi ne répondre pas à cette revendication. Mais, encore une fois, on ne doit pas vider les caisses de ses cotisants. Car toute mesure devra profiter à la fois à la société et à l'économie ». En d'autres termes, M. Takjout explique que « tout le monde devra s'y mettre pour maintenir le système à répartition intergénérationnel pour consolider le système de solidarité nationale. Ce sont les

travailleurs qui approvisionnent la caisse des retraites et non l'Etat, certes, mais tout le monde doit cotiser pour sauvegarder le système à répartition intergénérationnel. Il faudra plus de pédagogie et aller vers le citoyen pour le sensibiliser ». Abordant l'éternelle question du dialogue social qu'il juge « primordial », M. Takjout a souligné que « toutes les parties doivent communiquer davantage et comprendre ensemble la situation de notre pays. Gouvernement, syndicat et patronat doivent discuter davantage. C'est cela la tripartite. Le patronat doit s'impliquer à travers leurs organisations. A l'UGTA, nous respectons la loi et nous sommes prêts à dialoguer avec tout le monde ».

«Les gouvernants plus sensibles que le syndicat »

Par ailleurs, le chef de file de l'UGTA a déploré que le manque de militantisme au sein de la Centrale syndicale. « On ne peut pas parler d'un front puissant sans militantisme. Les intérêts personnels ont, fort malheureu-

sement, dominé au sein de notre organisation. On ne peut pas jouer avec la confiance des travailleurs (...) Il faudra un long travail au plan organique, des rencontres, des échanges, des congrès et des espaces de débat pour apprendre à se parler et mieux communiquer pour faire aboutir nos revendications ». Tout en se félicitant des récentes mesures prises par le président de la République pour améliorer les conditions des travailleurs, M. Takjout a relevé un « décalage » flagrant au sein des syndicats. « Ce sont les gouvernants beaucoup plus qui sont sensibles aux préoccupations des travailleurs et non le syndicat. Nous sommes en décalage. C'est au syndicat de faire entendre les attentes des travailleurs et non le contraire ». Au plan des enjeux géostratégiques dans le monde du travail, M. Takjout a estimé que « la sensibilisation des travailleurs est le seul garant pour constituer un front interne puissant. Nous n'avons pas le droit à l'erreur vis-à-vis de notre pays. Nous sommes tous responsables et ce front interne concerne tous les travailleurs ».

Agence

BOUIRA

Relance des travaux de réalisation de plus de 3600 logements

Des travaux de réalisation de 3672 logements tous types confondus, à l'arrêt depuis 2022 pour des contraintes diverses, ont été relancés à Bouira, a-t-on appris dimanche auprès des services de la direction de logement de la wilaya.

Le nombre total de logements dont les travaux sont à l'arrêt ou non lancés, a atteint 3970 unités toutes formules confondues entre octobre 2022 et avril 2024, selon les statistiques communiquées à la presse par la direction de logement.

Après la levée des contraintes administratives et techniques, des travaux de réalisation de 3672 unités ont été relancés. Pour les 298 unités restantes, les travaux sont toujours à l'arrêt, a ajouté la même source. Par ailleurs, les travaux pour la réalisation de 6060 autres logements inscrits, ont été lancés sur un total de 12.265 unités programmées. Durant l'année 2023, le nombre de logements réalisés et distribués à leurs bénéficiaires s'élève à 8.195 unités, dont 1.852 logements sociaux et 1.042 unités de l'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

Le secteur a connu des progrès palpables au niveau local, et un grand nombre de familles, qui habitaient de vieux Haouchs et des habitations vétustes, ont été relogées dans le cadre des programmes de résorption de l'habitat précaire (RHP) et de l'amélioration du tissu urbain.

SÉTIF

Recensement des biens immobiliers inexploités

Les services de la wilaya de Sétif ont entamé une opération de recensement des biens immobiliers inutilisés ou excédentaires, appartenant à des entreprises publiques économiques, dans le but de les récupérer et les mettre à la disposition de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), a-t-on appris, dimanche, auprès de ces services.

Selon les mêmes sources, le wali de Sétif, Mustapha Limani, a récemment présidé une réunion de la commission de wilaya chargée d'identifier les actifs en question, donnant ainsi le coup d'envoi de la récupération des excédents « inexploités et non nécessaires à l'activité des entreprises publiques », ce qui permettra de remédier au déficit enregistré au niveau local en matière de foncier, et d'orienter les poches vers la réalisation de projets d'investissement. L'opération permettra également de mettre les poches foncières inutilisées depuis plusieurs années à la disposition de l'AAPI, légalement habilitée à octroyer le foncier économique à des investisseurs, en vertu de la nouvelle loi sur l'investissement, ou à les destiner à

l'implantation des projets d'intérêt public, a-t-on souligné.

La réunion présidée par M. Limani s'est déroulée en présence des directeurs de la réglementation et des affaires générales légalisation, de l'industrie, des domaines, de la conservation foncière, de l'énergie et des mines, du tourisme et de l'artisanat, des transports, des travaux publics, de l'urbanisme et de la construction, des services agricoles, du guichet unique décentralisé de l'AAPI et de représentants des entreprises économiques concernées.

Au cours de cette même séance de travail, le directeur des domaines a présenté un exposé détaillé sur la première sortie de recensement effectuée le 15 avril 2024 dans la commune de

Sétif, et qui a fait ressortir 22 entreprises publiques détenant des poches foncières inutilisées, selon les services de la wilaya qui ont ajouté que la sous-commission chargée du dossier a proposé la récupération de 6 poches, l'ajournement de la décision portant sur la récupération de 10 autres et l'exemption de 6 biens fonciers du processus de récupération. Le wali a donné, dans ce contexte, des instructions à l'effet de poursuivre l'opération de recensement précis de tous les biens fonciers inutilisés, à travers le territoire de la wilaya, dans l'optique de les récupérer et de les exploiter pour l'implantation de projets d'investissement à même de générer de la richesse et des emplois.

RELIZANE

Lancement d'une campagne de prévention contre les feux de forêt

La Conservation des forêts de la wilaya de Relizane a lancé, récemment, une campagne de prévention contre les incendies de forêts, en prévision de la saison estivale 2024, a-t-on appris, de cette instance.

Le chef du service de la Protection de la faune et de la flore, relevant de la Conservation des forêts, Ali Cherif, a précisé à l'APS que la campagne initiée en coordination avec la Gendarmerie nationale, la Protection civile et la Sûreté de wilaya porte sur des sorties de terrain ciblant les zones situées à proximité des sites boisés, afin de sensibiliser les rive-

rains à la prévention contre les risques d'incendies et à l'importance de leur implication dans la lutte contre les premiers départs de feu, avant l'intervention des forestiers et des sapeurs-pompiers de la Protection civile pour éviter leur propagation. Par ailleurs, cette campagne citoyenne, qui s'étalera le long de la saison estivale, ciblera également les usagers de la route en les sensibilisant à l'importance d'éviter les gestes pouvant être à l'origine de départs de feux, de même qu'elle sera marquée par la distribution de dépliants et l'organisation de manœuvres et d'exercices virtuelles simulant

des incendies, en coordination avec la Protection civile, aux cours desquels seront exposés et expliqués les meilleurs modes d'intervention contre ce genre de fléaux, a-t-on fait savoir de même source.

La Conservation des forêts a, d'autre part, programmé, en collaboration avec la Protection civile, la direction des Services agricoles (DSA) et la Cour de Relizane, des émissions radiophoniques de sensibilisation, qui seront diffusées par la radio régionale de Relizane, outre des sorties de contrôle des sites boisés, et ce conjointement avec les éléments de la Gendarmerie nationale, a-t-on ex-

pliqué. Il convient de rappeler que la wilaya de Relizane a enregistré, durant la dernière saison estivale (2023), trois incendies ayant ravagé une superficie sylvicole cumulée estimée à 8,5 hectares. Le patrimoine sylvicole de cette collectivité locale de l'Ouest du pays est évalué à 60.000 hectares, dont le pin occupe une superficie de 55 % et 35 % de genévriers et d'oléastres (oliviers sauvages), localisés principalement dans les régions de l'Ouarsenis, les monts de Beni Chougrane et le Dahra, selon la Conservation des forêts.

RECENSEMENT AGRICOLE À CONSTANTINE

Une centaine d'agents mobilisés

Constantine se prépare activement pour le lancement du troisième recensement général de l'agriculture prévu le 19 mai. Selon Djamel Benchamma, Directeur des Services Agricoles (DSA) de la wilaya, les autorités locales ont mis en place tous les dispositifs néces-

saires pour assurer le bon déroulement de cette vaste opération. Sous la direction du wali de Constantine, les autorités ont réalisé l'ensemble des préparatifs requis pour initier ce recensement d'envergure nationale. Les Services agricoles ont ainsi recensé 8.291 exploitations agricoles

sur le territoire de la wilaya. Un corps de 149 agents a été mobilisé, comprenant 130 recenseurs, neuf contrôleurs et deux observateurs. Afin de garantir la réussite de l'opération, une vaste campagne de sensibilisation et d'information a été lancée par la DSA. Cette campagne a

impliqué la chambre d'agriculture, l'union de wilaya agricole ainsi que des organisations de la société civile. Pour Benchama, cet important recensement vise à « prendre connaissance des capacités disponibles dans le secteur ». Il permettra de tracer une stratégie agricole efficace à

l'échelle locale et nationale, afin « d'améliorer la prise de décision sur les politiques à mener ». Véritable photographie du paysage agricole national, ce troisième recensement général est attendu avec un vif intérêt par les professionnels et autorités du secteur.

STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DE FILFILA (RELIZANE)

La mise en service du projet débarrassera le littoral de la commune des eaux usées

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé, à Skikda, que l'entrée en service de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune de Filfila « débarrassera le littoral de cette collectivité locale des eaux usées dès la saison estivale 2024 ». M. Derbal a précisé, dans une déclaration à l'APS, en marge de sa visite de travail dans la wilaya, au cours de laquelle il a inauguré et mis en service la STEP de Filfila, que cet équipement « éliminera le phénomène de rejet des eaux usées directement dans la mer ». Le ministre a

considéré que la station inaugurée à Filfila, d'une capacité maximale de traitement de 22.000 m3/jour, est un « véritable acquis pour la wilaya de Skikda, en général et pour la commune de Filfila et ses plages, en particulier, dès lors qu'elle collectera et traitera les eaux usées du centre-ville et ses importantes zones d'habitation, dont la nouvelle ville de Bouzaâroua ». Dans la même station, le ministre de l'Hydraulique a appelé les responsables locaux du secteur à « se rapprocher des professionnels de l'agriculture afin de les inciter à s'appuyer da-

vantage sur l'eau traitée pour l'irrigation agricole », ce qui permettra, a-t-il dit, de « valoriser les équipements réalisés en matière d'épuration des eaux usées, celles-ci produisant une eau propre à être utilisée pour l'irrigation comme l'ont démontré les analyses de laboratoire ». Dans le même contexte, M. Derbal s'est enquis d'une étude relative au secteur 1 d'un périmètre agricole, situé dans la commune de Ramdane-Djamel et couvrant une superficie de 1.720 hectares (ce périmètre comprend 4 secteurs dans les communes de Salah-Bou-

chaour, d'El Harrouch, de EmdjezEdchich et de Ramdane-Djamel), irrigué par l'eau traitée par la STEP de la commune de Hammadi-Krouma grâce à l'extension des conduites de transfert sur une distance de 16 km. « Ces projets, avec la réalisation d'équipements et de structures de collecte et de pompage, concrétisent, sur le terrain, la politique de l'Etat et le plan d'action du ministère de l'Hydraulique en matière d'extension des périmètres irrigués et d'utilisation d'eaux d'irrigation non conventionnelle », a souligné le ministre.

DE L'ÉTALON-OR À L'EURO

Un système monétaire pour briser le pouvoir des travailleurs

À gauche, le décès de Jacques Delors a donné lieu à une série d'hommages embarrassés. On tentait d'opérer une distinction entre la réalité (néolibérale) des institutions européennes et les intentions (sociales) de leur père fondateur. On répétait que l'œuvre de Delors, cet « infatigable européen », était « inachevée ».

On avait libéralisé les capitaux, créé un grand marché couronné par une monnaie unique : il fallait à présent redistribuer, réguler, investir en faveur des plus pauvres. Bien sûr, de très nombreux travaux d'économie suggèrent précisément le caractère intrinsèquement inégalitaire, libéral et austéritaire d'un espace de libre-échange avec un taux de change unique. La zone euro est loin d'être la première qui correspond à ces caractéristiques. Dans les années 1920, un autre cadre institutionnel a produit des effets similaires : l'étalon-or. Un récent ouvrage incite à se pencher sur les parallèles entre ces deux systèmes. Et à garder en mémoire les effets désastreux du premier pour tirer des leçons du second. Dans *The Capital Order. How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism*, (University of Chicago Press, 2022), l'historienne Clara Mattei analyse les politiques économiques mises en place dans l'Italie et la Grande-Bretagne des années 1920. Baisse des salaires, coupes budgétaires, accroissement des taux d'intérêts : elle rappelle l'ampleur de « l'austérité » (loin d'être contemporain, le mot apparaît dans la bouche du ministre italien de l'économie Alberto de' Stefani) imposée aux populations¹. Celle-ci est peu controversée. Elle est même volontiers mise en avant par l'historiographie dominante, qui reconnaît la catastrophe qu'elle a constituée à partir de la crise financière de 1929 : montée en flèche du chômage et de la pauvreté, effondrement des investissements, etc.

« AVEC LA MEILLEURE FOI DU MONDE » : L'AUSTÉRITÉ, PRODUIT D'UN AVEUGLEMENT COLLECTIF ?

L'entêtement à poursuivre ces politiques austéritaires est généralement expliqué par le « dogmatisme » de la classe politique, « l'aveuglement » des conseillers, les « erreurs » de la science économique dominante, etc. Dans sa Théorie générale, Keynes ne dit pas autre chose : il appelle les dirigeants (économiques et politiques) à se ressaisir ; et à consentir des dépenses d'investissements, afin que consommation et emploi repartent à la hausse. L'arrimage des monnaies européennes à l'étalon-or (empêchant toute dévaluation et générant une compression des salaires, à la manière de l'euro aujourd'hui), qu'il qualifie de « relique barbare », serait le produit d'un mauvais diagnostic économique ou de lubies idéologiques². Aujourd'hui, de nombreux économistes portent un jugement similaire sur la zone euro : une construction dysfonctionnelle, contraire aux règles d'une saine économie, qui ne pouvait mener qu'à une catastrophe sociale – et qui ne doit son existence qu'au fanatisme idéologique de ses pères fondateurs. C'est par exemple ce qu'affirme d'Ashoka Modi, ex-représentant en chef du FMI. Dans un livre à succès, il narre la construction européenne à la manière d'une tragédie grecque : le terrible dénouement est connu d'avance, mais les protagonistes s'y précipitent les yeux bandés. Un simple aveuglement, en somme ? La grande force du livre de Clara Mattei est de refuser cette grille de lecture. La fonction de l'austérité dans l'Europe des années 1920, soutient-elle, est de stopper nette la progression du socialisme et de briser le pouvoir des travailleurs. Ceux-ci sont alors en position de force. Galvanisés par la révolution soviétique, ils sont peu soucieux d'abandonner l'interventionnisme économique induit par la Première guerre mondiale. Au contraire : celui-ci semble ouvrir la voie à une étatisation croissante. L'inflation monte en flèche ; mais dans le contexte d'une combativité ouvrière sans précédent, la hausse des salaires par-

vient à l'excéder. Ce sont les rentiers et les détenteurs de capitaux qui sortent perdants de cette séquence. Alors que l'État met en place les investissements qu'ils peinent à consentir, leur inutilité apparaît au grand jour. Pour eux, le cercle vicieux semble infini : plus les salaires augmentent, plus la prépondérance du capital dans l'organisation économique se restreint, et plus c'est la puissance publique que l'on appelle à la rescousse pour investir. Imposer « l'austérité » devient le mot d'ordre de la classe dominante. À cet égard, Clara Mattei effectue une analyse éclairante des conférences de Bruxelles (1920) et de Gênes (1922). Celle-ci signe le retour de l'étalon-or. Et c'est à Gênes que l'on fait généralement remonter « l'aveuglement » de la classe dirigeante : en arrimant les monnaies nationales à l'or, celle-ci se serait liée les mains, se condamnant à une spirale déflationniste, dont les très terribles effets sociaux auraient été décuplés par la crise financière de 1929. Si l'on en croit un article récent du Figaro, Winston Churchill commit « sa plus grande erreur » avec cette décision, qui devait « aggraver » la crise économique et sociale³. Un choix effectué « avec la meilleure foi du monde », peut-on lire. Clara Mattei met en évidence la dimension de classe de ces conférences internationales. The Economist rend ainsi compte de leur enjeu pour les organisateurs : « sécuriser, contre de puissantes oppositions, l'acceptation d'une politique de déflation contre une politique de dévaluation, et également celle d'une monnaie chère, par opposition à la doctrine continentale d'une monnaie abordable » (p. 137). Le choix est simple : dans une économie semi-ouverte, un défaut de compétitivité (salaires et prix plus élevés, conférant un avantage aux marchandises importées) peut être combattu ou bien par un ajustement sur la monnaie (dévaluation, qui renchérit les importations), ou bien par un ajustement sur les salaires, à la baisse (déflation). La dévaluation, défendue par ceux qui souhaitaient une hausse continue des salaires, était destinée à protéger l'industrie nationale contre les marchandises étrangères. C'est l'option de la déflation qui fut entérinée par ces conférences. L'arrimage des monnaies à la valeur de l'or, induisant l'impossibilité de les déprécier, allait l'institutionnaliser. Aussi le système étalon-or apparaissait-il comme un moyen de restreindre le champ des possibles en termes de politiques économiques ; de maintenir le statu quo contre « la communauté, dans sa capacité collective », ainsi qu'on peut le lire dans un document conclusif de la conférence de Bruxelles³. De la même manière, la « monnaie abordable », qui favorisait consommation et investissement, favorisait un état de plein emploi favorable aux travailleurs lors des négociations salariales. La « monnaie chère », au contraire, était synonyme de « temps difficiles et de chômage », ainsi que l'exprime le représentant sud-africain. Elle constituait un levier pour transformer l'un des mots d'ordre de la conférence en réalité : « consommer moins, produire plus ».

LES TROIS VISAGES DE L'AUSTÉRITÉ

Notes :
1 « Je dois placer au cœur des priorités nationales la renonciation consciente des droits obtenus par les estrophiés, les invalides, les soldats. Ces renonciations, qui constituent un sacrifice sacré consenti pour l'âme de notre pays, ont un nom : austérité » (p. 244).
2 Ainsi, Serge Bernstein et Pierre Milza, historiens de référence de la période fasciste, estiment que si Mussolini a tenu à maintenir l'arrimage de la livre à l'étalon-or – aux implications déflationnistes terribles pour la population – c'est à cause... d'un attachement idéologique au principe d'une monnaie forte ! (Le Fascisme italien 1919-1945, Points, 2018).
3 Cité p. 152.
4 Les taxes à la consommation comme facteur de réduction de la demande est ouvertement théorisé par Ralph George Hawtrey, l'économiste du Trésor britannique : « La taxation [à la consommation], en réduisant les ressources disponibles pour les citoyens, les induit à réduire leur consommation des marchandises » (cité p. 180).
5 Elle rejoint ainsi les analyses de l'économiste Michal Kalecki sur « les aspects politiques du plein-emploi ». « Sous un régime de plein-emploi permanent, la menace du chômage cesserait de jouer son rôle de mesure disciplinaire. La position sociale des chefs d'entreprise serait ébranlée, tandis que l'assurance et la conscience de classe de la classe ouvrière s'accroîtraient » («

On pourrait reprocher à Clara Mattei l'ampleur de la définition qu'elle donne à « l'austérité ». Celle-ci recouvre, selon elle, trois aspects : fiscal (fiscalité régressive, coupes budgétaires – soit la manière dont on la comprend le plus intuitivement), monétaire (restriction du crédit, hausse des taux, monnaie forte), industriel (bas salaires et chômage). En réalité, on voit vite que ces trois dimensions sont étroitement liées. L'austérité fiscale, qui réduit la demande en brisant la consommation (par une hausse des impôts indirects ou une coupe dans les aides sociales), freine l'inflation et les échanges, et génère une réévaluation de la monnaie et une hausse des taux⁴. Une monnaie forte a pour effet de diminuer le coût des produits importés, nuisant à l'industrie nationale et favorisant l'accroissement du chômage, tandis que des taux élevés (qui contribuent à maintenir une monnaie forte) produisent le même effet. Le chômage restreint le pouvoir de négociation des syndicats et leurs moyens de pression sur l'appareil d'État... enclin, par conséquent, à davantage d'austérité fiscale. Et ainsi de suite. Difficile de distinguer la cause de l'effet dans cet ensemble circulaire. De fait, c'est conjointement que les classes dirigeantes concevaient ces facettes cumulatives de l'austérité. En Italie comme en Angleterre, ces politiques ont des effets catastrophiques sur le taux de croissance ou les exportations. « L'austérité monétaire a infligé des dégâts importants au commerce britannique, spécifiquement dans le domaine du charbon : la hausse de la livre renchérissait les biens britanniques par rapport à ceux du reste du monde », note Clara Mattei (p. 91). Tout comme aujourd'hui, la surévaluation de l'euro pour une bonne partie des pays de la zone nuit à leur balance commerciale, serait-on tenté d'ajouter... Pourquoi la classe dominante britannique a-t-elle imposé une austérité si peu favorable à son industrie ? « De mauvaises ventes impliquaient une hausse du chômage, qui a contribué à écraser les syndicats et plus spécialement leur pouvoir d'imposer un changement social », répond-elle⁵. L'arrimage de la livre à l'étalon-or, la surévaluation de la monnaie britannique qui s'en est suivie, ont effectivement contribué à déprimer l'activité nationale – les produits britanniques étant confrontés à une concurrence étrangère déloyale. Cette dépression a conduit à une multiplication par quatre de la quantité de chômeurs : une nouvelle donne qui devait être fatale au pouvoir de négociation des salariés. Aussi ne s'étonnera-t-on pas de la corrélation entre accroissement du taux de chômage et du taux d'exploitation (32 % au cours de la phase « austéritaire » des années 1920) que relève Clara Mattei pour la Grande-Bretagne. En Italie, la répression directe des syndicats a joué un rôle plus important. En 1927, avec la Charte du travail, l'État (sous l'impulsion du patronat) se substitue au marché dans la fixation des salaires. Une « austérité industrielle » d'une ampleur inouïe est imposée : les salaires diminuent de 26 % en trois ans⁶... Mais il n'est pas interdit de supposer que l'arrimage de la lire à l'or avait pour motivation de pérenniser cet état des rapports de force. Dans un discours prononcé en 1927, Mussolini lui-même estime que

le respect des règles de l'étalon-or permettra de favoriser « la discipline de fer et le dur labeur pour les Italiens ».

DE L'ÉTALON-OR À L'EURO

Ajustement sur la monnaie ou ajustement sur les salaires. Dévaluation ou déflation : le dilemme des organisateurs de la conférence de Gênes était aussi celui des « pères fondateurs » de la construction européenne. Peut-on réellement postuler qu'ils ignoraient ces mécanismes fondamentaux ? Que le caractère néolibéral de l'Union européenne est apparu comme une surprise⁷ ? Il serait stérile de spéculer sur les intentions des uns et des autres. Il est peut-être plus utile de se reporter à leurs déclarations publiques. Avant le tournant de 1983, de nombreux dirigeants du Parti socialiste ne faisaient pas mystère de la contradiction frontale entre le cadre européen et les aspirations égalitaires de leur électorat. On citera François Mitterrand lui-même, qui écrivait dans une tribune datant de 1968 : « Une France socialiste dans une Europe libérale : cette question est d'actualité brûlante pour la gauche [...] La gauche devra-t-elle opter pour l'Europe contre le socialisme, ou pour le socialisme contre l'Europe⁸ ? » Le tournant néolibéral de 1983 achevé, c'est l'Europe qui devait réconcilier la gauche et le patronat. Et c'est Jacques Delors (à la tête du ministère de l'Économie et des Finances d'abord, de la Commission européenne ensuite) qui en serait l'architecte. Le « rapport Delors sur l'union économique et monétaire », préparé par la Commission et adopté par les États en 1989, donne le ton⁹. Il se félicite de la « nette tendance au ralentissement du rythme moyen de hausse des prix et des salaires » permise par l'approfondissement de la construction européenne ; et ajoute qu'il faut « s'employer à convaincre les chefs d'entreprise et les travailleurs des avantages de politiques salariales fortement axées sur les améliorations de la productivité ». On y lit que « la flexibilité salariale est nécessaire pour éliminer les différences de compétitivité entre les pays et régions de la communauté ». Et on y découvre un hommage à « l'effet de discipline » exercé par « les forces du marché » : une fois l'union économique et monétaire achevée, « les marchés financiers [...] sanctionneraient les écarts par rapport aux orientations budgétaires arrêtées en commun ou aux accords salariaux, et exerceraient donc une pression en faveur de politiques plus saines ». La suite est connue. La voie de la dévaluation, déjà abandonnée en 1983, fut rendue impossible par l'adoption de l'euro. Et c'est là « dévaluation interne », sous la forme de la compression des salaires, que l'on allait systématiser. À cette lueur, on comprend mal (ou on ne comprend que trop bien) l'hommage appuyé d'une partie de la gauche à la vision européenne de Jacques Delors. On comprend en revanche parfaitement les mots élogieux d'Emmanuel Macron, adressés à l'homme de la « réconciliation du socialisme de gouvernement avec l'économie sociale de marché » – par le truchement de la construction européenne.

Source : LVSL.fr

The Political Aspects of Full Employment », Political Quarterly, 14, 1943).
6 Les économistes italiens qui conseillaient Mussolini étaient souvent d'obédience néoclassique, attachés à l'idée d'un marché du travail parfaitement concurrentiel, sur lequel le salaire s'équilibrerait en fonction de l'offre de travailleurs et de la demande de travail. Ils estimaient que le marché du travail était distordu par le pouvoir des syndicats. Ironie de l'histoire, c'est seulement avec l'appui des matraques fascistes qu'ils ont pu faire advenir un marché du travail (supposément) concurrentiel.
7 Il est difficile de dater le « point de bascule » à partir duquel les institutions européennes sont devenues fondamentalement néolibérales. Voir Aurélie Dianara, « Europe sociale : aux origines de l'échec », Le vent se lève, avril 2023.
8 Voir William Bouchardon, « La construction européenne s'est faite contre le peuple français – entretien avec Aquilino Morelle », Le vent se lève, 22 novembre 2021.
9 Rapport sur l'Union économique et monétaire dans la Communauté européenne, Commission européenne, 12 avril 1989. Consultable en ligne : https://www.cvce.eu/content/publication/2001/11/22/725f74fb-841b-4452-a428-39e7a703f35f/pu-blishable_fr.pdf

ÉGYPTE

Les importations de blé pourraient grimper à 11,2 millions de tonnes en 2024/2025

En Égypte, les achats de blé devraient se situer à 11,2 millions de tonnes, soit une légère hausse de 2 % par rapport au volume précédent. Selon les données du Département américain de l'agriculture (USDA), la demande à l'importation sera soutenue par l'accès amélioré des opérateurs aux devises étrangères avec les différentes interventions de la Banque centrale. Du côté de l'offre, USDA indique que le pays devrait récolter 9 millions de tonnes de la céréale durant ladite saison. Pour rappel, l'Égypte est le premier producteur et consommateur africain de blé.

TRANSPORTS

La Libye et le Qatar mettent à jour de vieux accords aériens pour la reprise de vols directs

Après la Turquie, la reprise de vols qataris devrait aider à rétablir la confiance des grandes compagnies aériennes en la Libye, pour un retour du trafic dans les aéroports du pays. La Libye et le Qatar ont récemment mis à jour des conventions sur les services aériens datant d'avril 2004. Les deux pays ont également paraphé un mémorandum d'entente pour permettre à leurs transporteurs nationaux d'exploiter un nombre illimité de vols de passagers et de fret par semaine, avec tous les types d'avions sans restriction. Ces accords s'alignent sur la politique d'expansion de Qatar Airways et interviennent dans un contexte où la Libye tente de relancer l'industrie de l'aviation civile, maintenant que les tensions politiques se sont apaisées. Les aéroports du pays sont en effet déserts depuis 2014 où la guerre avait alors pris des proportions inquiétantes, entraînant l'inscription du pays sur la liste noire de l'Union européenne. Ces derniers mois, les autorités libyennes en charge de l'aviation civile ont entamé un lobbying auprès des pays européens pour la reprise de liaisons directes avec le vieux continent, ce qui a abouti à la relance de vols avec des compagnies italiennes et récemment Turkish Airlines.

EXPO 2025 D'OSAKA (JAPON)

Le Pavillon saoudien à présentera le parcours de transformation du Royaume et sa vision pour l'avenir

Le Pavillon saoudien participant à l'Expo 2025 d'Osaka au Japon a annoncé un programme culturel et artistique sans précédent, avec plus de 700 événements qui ont pour objectif de présenter aux visiteurs le riche patrimoine de l'Arabie saoudite, ses mégaprojets et ses diverses opportunités économiques.

Le Pavillon présentera le passé de l'Arabie saoudite, son parcours de transformation et sa vision d'un avenir durable et prospère. Il proposera un large éventail d'événements, avec des performances artistiques traditionnelles, des concerts de musique classique et des défilés de mode. Des chefs saoudiens proposeront un mélange de saveurs inspirées des différentes régions du Royaume; des musiciens et des artistes saoudiens se produiront chaque jour afin de mettre en lumière le riche patrimoine culturel du Royaume. Dans un espace réservé aux personnalités, diverses tables rondes seront organisées et une série de présentations permettra d'informer les entreprises et les investisseurs de toutes les opportunités

économiques dans le Royaume. Plus de deux cents souvenirs seront exposés dans la boutique; chacun d'eux témoignera de l'authenticité de l'artisanat saoudien. Les visiteurs venus du monde entier en apprendront davantage sur la ville d'AlUla, située dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite, qui abrite des paysages désertiques saisissants, des formations rocheuses spectaculaires et des sites antiques qui comptent parmi les plus importants du Moyen-Orient. Les grands projets saoudiens seront aussi présentés, notamment Neom, la cité du futur; The Line, une ville longue de 170 kilomètres annoncée comme l'avenir de la vie urbaine; Oxagon, qui redéfinit le modèle industriel traditionnel; et Trojena, la station de ski de

Neom. Le pavillon montrera également des aspects de Green Riyadh, un projet révolutionnaire qui a pour objectif de transformer la capitale de l'Arabie saoudite en une oasis verte avec la plantation de 7,5 millions d'arbres d'ici à 2030. Ce projet vise à faire de Riyadh l'une des cent villes les plus agréables à vivre au monde. Il présentera en outre l'initiative de restauration corallienne, lancée par l'université des sciences et technologies du roi Abdallah (Kaust). Ce projet a pour but de conserver, d'améliorer et de restaurer 100 hectares de récifs coralliens dans la mer Rouge ainsi que de concevoir la plus grande pépinière de coraux au monde sur la plage de Djeddah, avec une production prévue de 400 000 coraux par an.

PROCHAIN SOMMET TUNISIE-AFRIQUE-CORÉE À SÉOUL

Des perspectives prometteuses déclarées, en attendant la concrétisation !

Une délégation de l'Institut coréen d'études euro-africaines «Institute for euro-african studies», dirigée par le professeur Kim Sungsoo, visite notre pays en préparation du sommet qui se tiendra à Séoul en juin prochain en vue de promouvoir la coopération Tunisie-Afrique-Corée. Des initiatives qui visent à promouvoir cette coopération trilatérale Tunisie-Afrique-Corée sont tentées mais sans grands résultats concrets à ce jour et en tous cas sans aboutir à des investissements et projets à la mesure de la volonté déclarée des deux pays au vu des avantages géostratégiques qu'offre la Tunisie. Nos partenaires apprécient son ouverture sur

le monde et ses incitations, règlements et lois, qui facilitent l'accueil d'investisseurs étrangers, notamment des pays asiatiques. C'est l'expression de choix tunisiens clairs d'innovation, de diversification et de prospection des opportunités nouvelles offertes par les pays novateurs de la zone asiatique et particulièrement en Corée du sud. La Tunisie a établi avec ce grand pays ami des relations diplomatiques depuis cinquante-cinq ans pendant lesquelles la coopération bilatérale a réalisé des progrès à travers l'action des deux gouvernements et par l'intermédiaire de la Coika, organisme coréen chargé de la coopération étrangère.

Des projets ont été initiés dans les domaines de l'e-gouvernement, de la recherche agricole (protection des forêts de chêne liège au nord-ouest), le renforcement des capacités des hauts fonctionnaires et l'envoi en Tunisie de volontaires dans les secteurs de la santé et de l'agriculture. Des efforts sont entrepris pour attirer des touristes coréens en Tunisie dont le nombre ne cesse d'augmenter. Les touristes coréens ne sont pas dépayés en Tunisie, aiment le Sahara, apprécient les sites archéologiques de notre pays et la cuisine épicée tunisienne. Des membres de la Communauté coréenne en Tunisie cultivent même le chou chinois, légume indispensable à la fa-

brication du kimchi (ingrédient permanent dans le quotidien culinaire coréen comparable à notre torchi mais en plus pimenté et trempé dans la saumure pour être conservé longtemps jusqu'à devenir acidulé). Suite à de nombreuses demandes et articles de presse, l'Institut Kings et Jung pour la langue coréenne a ouvert un centre de son institut en Tunisie où des centaines d'étudiantes et d'étudiants tunisiens se sont inscrits pour apprendre la langue coréenne afin de pouvoir mieux accéder à la culture coréenne qu'ils aiment et qu'ils suivent à travers la musique K-pop et les feuilletons coréens très prisés par la jeunesse tunisienne.

MAURITANIE

Le ministre des Finances tient une séance de travail avec le président du GBID

Le ministre des finances, M. Issel-mouOuld Mohamed M'Badi, a tenu, dimanche à Riyad, en marge des réunions annuelles du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID), une séance de travail avec Dr Mohamed Souleymane El Jasser, président dudit groupe. Les entretiens des

deux hommes ont porté sur les moyens de renforcer et de développer les relations privilégiées existant entre la Mauritanie et le Groupe de la Banque Islamique de Développement. Au cours de la rencontre, il a été décidé d'accélérer le rythme de l'exécution des projets financés par le groupe de la Banque Islamique

de Développement dans notre pays à travers la facilitation et l'accélération des procédures au niveau de la BID et d'aplanir les obstacles au niveau de l'administration chargée d'exécuter les projets en Mauritanie. Le ministre des Finances a loué au cours de la rencontre le partenariat de développement privilégié

qui lie la Mauritanie au groupe de la BID, notamment l'accord portant sur la stratégie qui constituera un cadre de coopération entre la Mauritanie et la BID pour les prochaines années et qui englobera d'importants nouveaux projets de développement qui seront signés au cours des tous prochains jours.

MOBILE MONEY

Un rapport alerte sur les risques d’insolvabilité

En 2022, le nombre de comptes mobile money ouverts en Afrique sub-saharienne a augmenté de 17% en glissement annuel pour atteindre 763 millions, selon la GSMA. Pour la Banque mondiale, les décideurs doivent évaluer les risques encourus par les utilisateurs en cas d’insolvabilité d’un opérateur.

Vu l’importance grandissante des services de mobile money dans les pays en développement, les décideurs politiques devraient réexaminer les réglementations applicables aux opérateurs en cas d’insolvabilité, suggère un récent rapport de la Banque mondiale. Selon le rapport intitulé « Insolvency of Mobile Money Firms in Developing Countries Overview for Policy Makers », l’objectif est double : sécuriser les fonds déposés sur les comptes de mobile money, et atténuer les risques inhérents. Pour les auteurs, « bien qu’aucun acteur majeur du mobile money n’ait encore connu l’insolvabilité, les défaillances d’autres fournisseurs de monnaie électronique soulignent la nécessité cruciale de clarifier les mécanismes de protection des fonds des utilisateurs ». Ils expliquent que l’insolvabilité d’un opérateur de mobile money peut entraîner une perte immédiate de confiance dans le système financier puisque les utilisateurs de ces services sont souvent des individus sans accès traditionnel aux banques. Selon un autre rapport intitulé « State of the Mobile Money Industry in Africa 2019, » la défaillance d’un ou de plusieurs opérateurs de monnaie mobile « pourrait gravement nuire au système financier et économique global d’un pays en développement ». Pour les auteurs, l’insolvabilité expose aussi les utilisateurs à des risques de dépréciation et de liquidité. Ces risques sont amplifiés par le fait que, dans la plupart des cadres juridiques, les utilisateurs sont souvent traités comme des créanciers non privilégiés. Cela signifie qu’en cas de liquida-

tion, ils ne seraient remboursés, qu’après les créanciers prioritaires et dans la mesure de fonds restants. Par ailleurs, le processus de liquidation peut être long et coûteux, réduisant ainsi davantage les fonds disponibles pour les utilisateurs. Vu que les procédures de liquidation peuvent souvent s’étendre sur plusieurs années dans les pays en développement, les utilisateurs ne peuvent accéder à leurs fonds avant longtemps. Ceci aggrave donc les situations financières des utilisateurs, et potentiellement de leur communauté.

Des marges d’amélioration pour les réglementations africaines

En Afrique, les réglementations existantes prennent en compte ces risques dans une certaine mesure. Par exemple, dans la zone UEMOA, deux cadres réglementaires encadrent les activités des opérateurs de mobile money. Il s’agit notamment le règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiements et l’instruction N°008-05-2015 de la BCEAO régissant les conditions et modalités d’exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique. L’instruction N°008-05-2015 en particulier vise à atténuer les risques d’insolvabilité en imposant des exigences en matière de capitalisation, de gestion des risques et de protection des fonds des utilisateurs. Elle requiert par exemple des opérateurs de maintenir un niveau de fonds propres, suffisant pour couvrir les risques opérationnels et de crédit. De plus, les fonds des utilisateurs sont séparés des actifs de l’entreprise, ce qui

offre une protection supplémentaire en cas de faillite. Néanmoins, pour les auteurs du rapport, malgré ces réglementations, plusieurs défis subsistent. Par exemple, dans la plupart des cas, les fonds des utilisateurs ne sont pas classés comme des créances prioritaires et sont donc sujets à un risque accru en cas de liquidation. De plus, dans bon nombre de pays, les exigences de protection des fonds applicables aux opérateurs mobile money peuvent potentiellement être en contradiction avec d’autres lois, particulièrement en matière d’insolvabilité et de fiducies, expliquent-ils. Ils ajoutent que ces défis sont aggravés par le fait que peu de systèmes sont pleinement conformes aux principes de la Banque mondiale régissant le traitement de l’insolvabilité et la protection des droits des créanciers. Le rapport émet donc des recommandations pour guider les décideurs dans la révision et le renforcement des cadres réglementaires robustes, capables de gérer les défis posés par l’insolvabilité des entreprises de mobile money. Il incite par exemple les décideurs à définir un statut juridique clair pour les utilisateurs. Ce statut devrait notamment déterminer si les utilisateurs seraient considérés comme créanciers sécurisés, prioritaires ou non sécurisés, ou si besoin est, créer une autre classification appropriée. Il recommande aussi l’examen des réglementations pour établir leur conformité aux standards internationaux comme les Principes de la Banque mondiale sur les régimes d’insolvabilité et de relations créanciers/débiteurs.

POUR DYNAMISER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX
Nouveau chapitre de partenariat maritime entre le Togo et le Niger

Au dernier trimestre de 2023, le Niger occupait la neuvième position pour les importations en provenance du Togo, tandis que le Burkina Faso et le Mali se classaient respectivement deuxième et troisième plus grands clients du Togo en matière d’exportations. Au Togo, les autorités et les acteurs du secteur portuaire veulent écrire « un nouveau chapitre de coopération maritime » avec le Niger, qui devrait être marqué par une coopération plus forte en matière de flux de marchandises. Cette position, qui intervient dans le sillage des actuels repositionnements qui se déroulent dans la sous-région, avec notamment l’Alliance des États du Sahel (AES), comprenant le Burkina Faso, le Mali et le Niger, a été suggérée par EdemKokouTengue, ministre de l’Economie maritime, en marge de la récente visite de haut niveau effectuée par une délégation nigérienne au Togo, notamment au Port de Lomé. « Que doit-on retenir de la récente visite de la délégation de haut niveau du Niger au Port Autonome (PAL) ? Ensemble, nous ambitionnons d’inaugurer un nouveau chapitre de coopération maritime en facilitant les échanges commerciaux entre le Togo et le Niger », a ainsi indiqué sur ses canaux digitaux, M. Tengue. Déjà en amont, le responsable annonçait avoir pour objectif de faire en sorte « que les échanges commerciaux entre ces deux pays soient à l’échelle de l’économie, le plus fluide possible et permettent un approvisionnement du marché nigérien ainsi que les exportations ou l’écoulement des produits fabriqués au Niger pour permettre justement à l’économie de nos deux pays de bien fonctionner ». Pour le Togo, ce positionnement vis-à-vis des pays du Sahel, notamment vers le Niger, prend tout son sens au vu du volume des échanges opérés depuis son port.

NIGERIA

Dangote Sugar Refinery enregistre une perte nette de 48,7 millions \$ en 2023

Au Nigeria, la liste des compagnies agroalimentaires affectées par la dévaluation du naira s’allonge après Nestlé, Nigerian Breweries et Champion Breweries. Au Nigeria, le fabricant de sucre Dangote Sugar Refinery (DSR) a clôturé son exercice financier 2023 dans le

rouge. L’entreprise cotée à la Bourse de Lagos (NGX) a en effet enregistré une perte nette de 73,7 milliards de nairas (48,7 millions \$), une première. Un an plus tôt, elle déclarait un bénéfice net de 54,7 milliards de nairas (36,1 millions \$). À l’origine de cette contreperfor-

mance inédite, le groupe évoque des pertes de changes d’une valeur de 172,3 milliards de nairas (113,8 millions \$) occasionnées par la dévaluation du naira au cours de l’année. Cette situation a contribué à une forte hausse des coûts de financement qui sont passés à plus de 201 milliards

de nairas (132,8 millions \$) contre moins de 10 milliards de nairas (6,6 millions \$) un an plus tôt. En plus des coûts de financement, la hausse des coûts de ventes, des charges administratives et des impôts de respectivement de 14 %, 3 % et 29 % a porté la facture des dé-

penses de l’entreprise à plus de 604 milliards de nairas (399 millions \$), soit à un niveau largement au-dessus des revenus tirés de ses ventes. Le chiffre d’affaires du groupe a augmenté de 9,4 % d’une année sur l’autre pour s’établir à 441 milliards de nairas (291,5 millions \$).

TÉLÉCOM

Les ventes de smartphones en Afrique ont augmenté de 6 % en 2023

La demande en smartphone continue de s’accélérer en Afrique dans un contexte de transformation numérique accélérée. Selon Canalys, 64,8 millions de smartphones ont été vendus en Afrique en 2022. Les expéditions de smartphones en Afrique ont atteint 68,7 millions d’unités en 2023, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2022. C’est ce qu’indique le rapport « Canalses-timates (sell-in), Smartphone analysis » publié en février dernier par le cabinet d’étude de marché Canalys. Canalys attribue principalement cette croissance au renforcement de la confiance des consommateurs au cours du deuxième

semestre 2023 où 37,1 millions de smartphones ont été vendus sur le continent. On peut également mentionner la demande croissante de services numériques, le développement des réseaux sociaux, la prolifération des options « Acheter maintenant, payer plus tard » et la disponibilité de nombreuses offres de moins de 200 \$. « Le passage des feature phones aux smartphones abordables sur les marchés africains reflète une forte poussée des consommateurs en faveur de la modernisation et de l’amélioration de la connectivité, ce qui se traduit par une augmentation des activités des vendeurs dans le segment d’entrée de gamme », a déclaré

Manish Pravinkumar, consultant principal de Canalys à Dubaï. En 2023, la société chinoise Transsion a vendu 34,5 millions de smartphones en Afrique portant sa part de marché à 50 %. La société sud-coréenne Samsung vient en deuxième position avec 17,7 millions de smartphones expédiés sur le continent pour une part de marché de 26 %. Le podium est complété par la société chinoise Xiaomi avec ses 6,1 millions d’unités vendues et une part de marché de 9 %. M. Pravinkumar estime que la demande de smartphones dans les pays africains continuera d’augmenter dans un contexte de changements de paradigme technologique. « Avec des

revenus disponibles limités dans plusieurs pays. Les fournisseurs, les gouvernements et les opérateurs télécoms s’attaqueront de manière agressive à l’abordabilité des smartphones et aux coûts élevés d’Internet grâce à des solutions innovantes », a-t-il ajouté. Par ailleurs, l’Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie (GSMA) indique dans son rapport « The Mobile Economy 2023 » publié en octobre 2023 que l’Afrique subsaharienne comptera environ 1,2 milliard de connexions sur smartphones en 2030. Cela représentera 88 % du nombre total de connexions mobiles dans la région, contre 51 % en 2022.

MARCHÉS AMÉRICAINS

Le secteur de la tech soutient Wall Street

Les marchés américains ont progressé, soutenus par les valeurs technologiques. Alphabet et Microsoft ont publié de solides résultats trimestriels et Snap a flambé à la faveur de perspectives favorables. Sur le plan macroéconomique, l'indice des prix PCE américain a été légèrement supérieur aux attentes en mars en rythme annuel. Les préoccupations des investisseurs à propos de l'inflation ont cependant été reléguées au second plan. Le rendement du 10 ans a reculé. Le Dow Jones a gagné 0,40% à 38239,66 points et le Nasdaq Composite a progressé de 2,03% à 15929,90 points.

Alphabet , société-mère de Google, a bondi de 10,22% à 171,95 dollars et prend la seconde place de l'indice S&P 500 tandis que Microsoft (+1,82% à 409,13 dollars) a fini à la seconde place du Dow Jones. Le géant de l'Internet et du cloud a fait un sans faute : la grande majorité de ses activités ont fait mieux qu'attendu et la rémunération de ses actionnaires sera améliorée. Il versera notamment pour la première fois un dividende. Belle publication également pour Microsoft, dont les bénéfices ont dépassé les attentes, de même que la croissance d'Azure, dopée à l'intelligence artificielle.

Les chiffres macroéconomiques
Comme attendu, les revenus des ménages américains ont augmenté de 0,5% en mars après une progression de 0,3% en février. Ils étaient attendus en hausse de 0,5%. La consommation des ménages américains a augmenté de 0,8% en mars comme le mois dernier. Elle était prévue en hausse de 0,6%. L'indice des prix PCE américain a augmenté de 2,7% en mars en rythme annuel, contre un consensus de 2,6% et 2,5% en février. En version core, il a augmenté de 2,8% en rythme annuel comme le mois dernier, contre un consensus de 2,6%. L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 77,2 en avril contre un consensus de 77,8 et 79,4 en mars.

LES VALEURS À SUIVRE

Abbvie
Abbvie est attendue en hausse en pré-marché à Wall Street après avoir annoncé un bénéfice par action trimestriel ajusté à 2,31 dollars au lieu de 2,23 attendus. Le groupe pharmaceutique américain affiche sur la période un revenu net de 12,31 milliards , en hausse de 0,7% en données publiées et de 1,6% sur une base opérationnelle. Il relève sa prévision de bénéfice par action 2024 de 10,97/11,17 dollars à une fourchette de 11,13/11,33 dollars Abbvie attribue ce succès à "l'excellente performance de (sa) plateforme de croissance" qui exclut l'immunosuppresseur Humira.

Alphabet
Alphabet, société-mère de Google, a dévoilé hier une performance meilleure qu'anticipé. Au premier trimestre, le géant de l'Internet et du cloud a enregistré un bénéfice net de

23,66 milliards de dollars, soit 1,89 dollar par action, à comparer avec un bénéfice net de 15,05 milliards de dollars, soit 1,17 dollar par action, un an plus tôt. Le consensus Bloomberg s'élevait à seulement 1,53 dollar. Le chiffre d'affaires du groupe a pour sa part progressé de 15% à 86,54 milliards de dollars.

Chemours
Chemours a annoncé jeudi la démission de son directeur financier Jonathan Lock, qui était en fonctions depuis juin 2023. Jonathan Lock a été placé en "en congé administratif" en février 2024 avec le CEO Mark Newman et la vice-présidente et chef comptable Camela Wisel, après que le chimiste a reporté la publication de ses résultats en raison de doutes sur leur exactitude. Selon l'enquête interne, ils avaient manipulé certains paiements et recouvrements au quatrième trimestre, notamment pour que soient atteints les objectifs de free cash flow sur lesquels étaient indexées leurs rémunérations.

Edwards Lifesciences
Edwards Lifesciences a annoncé une hausse de 10% de son chiffre d'affaires au premier trimestre à 1,6 milliard de dollars. La medtech américaine spécialiste de cardiologie a publié un bénéfice par action de 0,66 dollar contre un consensus de 0,64 dollar. Elle s'attend désormais à une croissance des ventes pour 2024 dans la partie supérieure des prévisions précédentes de 8 à 10% à savoir, 6,3 à 6,6 milliards de dollars. "Ce début d'année encourageant conforte nos prévisions de ventes revues à la hausse pour 2024", déclare le CEO Bernard Zovighian.

ExxonMobil
Au premier trimestre 2024, les bénéfices d'ExxonMobil s'élèvent à 8,2 milliards de dollars, contre 11,4 milliards de dollars au premier trimestre 2023. "Les bénéfices ont diminué car les marges de raffinage de l'industrie et les prix du gaz naturel ont baissé par rapport aux sommets atteints l'année dernière pour se situer dans la fourchette historique des dix dernières années", explique la société pétrolière et gazière. Son bénéfice par action s'élève sur ce trimestre à 2,06 dollars contre 2,79 dollars il y a un an à la même période. Le consensus s'élevait à 2,19 dollars.

Gilead
Gilead annonce un chiffre d'affaires en hausse de 5% au premier trimestre à 6,7 milliards de dollars. Le groupe pharmaceutique américain annonce une perte diluée par action de 3,34 dollars principalement due à la charge de 3,9 milliards de dollars, ou 3,14 dollars par action, liée à l'acquisition de CymaBay Therapeutics ainsi qu'à une dépréciation avant impôts de 2,4 milliards de dollars, ou 1,46 dollars par action, liée aux actifs d'Immunomedics acquis par Gilead. La biotech abaisse sa prévision de bénéfice par action pour 2024 de 6,85/7,25 dollars à une fourchette de 3,45/3,85 dollars.

Microsoft
Belle publication pour Microsoft, dont les bénéfices ont dépassé les attentes, de même que la croissance d'Azure. Au troisième trimestre, clos fin mars, le géant de l'informatique a vu son bénéfice net bondir de 20% à 21,9 milliards de dollars, soit 2,94 dollars

par action. Le chiffre d'affaires a augmenté de 17% à 61,9 milliards de dollars. Il a aussi augmenté de 17% à taux de change constants. Les analystes interrogés par Bloomberg anticipaient respectivement 2,83 dollars par titre et 60,9 milliards de dollars.

Snap
Snap, la maison mère du service de messagerie Snapchat, devrait flamber à l'ouverture à la faveur de perspectives favorables. Au premier trimestre, le groupe a enregistré une perte nette de 305 millions de dollars, soit -19 cents par action, contre une perte de 328,67 millions de dollars ou -21 cent par action, un an plus tôt. Hors éléments exceptionnels, le groupe a enregistré un bénéfice par action de 3 cents, soit 8 cents de mieux que le consensus. Ses revenus ont bondi de 21% à 1,195 milliard de dollars, ressortant au-dessus des attentes du marché : 1,12 milliard de dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 25 Avril 2024 Valeur : 29 Avril 2024					
P					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3232	134.3382
1	EUR	EURO		144.0482	144.1180
1	GBP	POUND STERLING		168.0300	168.1119
100	JPY	JAPANESE YEN		86.2871	86.3134
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5348	18.5371
1	CHF	SWISS FRANC		147.0424	147.1232
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1823	98.2220
1	DKK	DANISH KRONE		19.3149	19.3187
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3780	12.3828
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2581	12.2618
1	AED	UAE DIRHAM		36.5674	36.5815
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8119	35.8187
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.3977	436.5882
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.4523	42.8790
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.2270	13.2285
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4409	27.5814
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5367	3.5371
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.8162	176.8162

CAC40

Début la semaine en légère hausse, franchit les 8100

La bourse de Paris gagne près de 0,2% ce matin, autour des 8105 points, avec le soutien de Eurofins Scientific (+2,1%), BNP Paribas (+1,7%) ou encore Edenred(+1,3%). Si la plupart des marchés européens seront fermés mercredi pour le 1er mai, l'agenda économique de la semaine s'annonce tout de même chargé, avec en point d'orgue la réunion de politique monétaire de la Fed, qui rendra ses décisions de politique monétaire dans la soirée de mercredi. Aucun changement de taux n'est attendu à l'occasion, mais les investisseurs vont se tourner une nouvelle fois vers Jerome Powell, son président, avec l'espoir que celui-ci dissipe un peu le brouillard dans lequel ils évoluent depuis quelques semaines.

Cette prise de parole intervient alors que les derniers chiffres de l'inflation aux Etats-Unis ont ravivé les craintes d'un assouplissement monétaire plus tardif que prévu de la politique monétaire de la Réserve fédérale, qui pourrait ne pas se concrétiser avant le mois de novembre. Les chiffres de l'emploi, qui paraîtront vendredi, devraient ainsi témoigner de la solidité de l'économie américaine, avec 250.000 créations de postes envisagées en avril, contre 303.000 au mois de mars. La semaine qui commence pourrait permettre à l'indice à forte pondération technologique de revenir en vue de ses plus records absolus sous l'impulsion des résultats des méga-capitalisations du secteur. Les performances trimestrielles d'Amazon,

mardi soir, puis d'Apple jeudi, fourniront un éclairage sur la forme actuelle des géants de la tech et sur leur capacité à continuer à tirer les marchés d'actions à la hausse. Parmi l'avalanche de résultats fois attendus Outre-Atlantique dans le courant de la semaine figurent aussi ceux d'AMD, 3M, Coca-Cola, Eli Lilly, Pfizer, McDonald's ou encore Qualcomm. En Europe, les comptes d'adidas, ArcelorMittal, Crédit Agricole, Legrand, Mercedes-Benz, Société Générale et Volkswagen seront également suivis de près. Dans l'actualité des sociétés françaises, Vendredi affiche un chiffre d'affaires de plus de 4,27 milliards d'euros pour les trois premiers mois de 2024, en hausse de 86,6%, essentiellement générée par la consolidation de Lagardère ainsi que par la progression du CA de

Groupe Canal+ et de Havas. Bolloré annonce un chiffre d'affaires de 5,02 milliards d'euros au titre du premier trimestre 2024, en croissance de 63% en données publiées, compte tenu essentiellement de la consolidation en intégration globale de Lagardère chez Vivendi. Atos a annoncé lundi avoir reçu une lettre d'intention non engageante de la part de l'Etat français portant sur l'acquisition de 100% de ses activités dans les les supercalculateurs, les systèmes critiques et la cybersécurité. Le groupe Société Générale annonce la signature d'un contrat d'approvisionnement en électricité d'origine solaire (Power Purchase Agreement - PPA) d'une durée de 20 ans avec le producteur français JP Energie Environnement (Jpee).

GUERRE EN UKRAINE, TENSIONS COMMERCIALES, INVESTISSEMENTS...

Le président chinois Xi Jinping en visite en France début mai

Le président chinois Xi Jinping est attendu en visite d'État en France les 6 et 7 mai, pour évoquer notamment la guerre en Ukraine avec Emmanuel Macron. Les échanges porteront aussi sur les questions commerciales et l'urgence climatique.

Près d'un mois après la visite du chancelier allemand, Olaf Scholz en Chine, c'est cette fois au président chinois de se rendre en Europe... Et c'est en France que Xi Jinping débutera sa visite d'État sur le Vieux Continent, la première depuis la pandémie de Covid-19. Ce déplacement « intervient à l'occasion des 60 ans des relations diplomatiques entre les deux pays et fait suite à la visite du président de la République à Pékin et Canton en avril 2023 », ont affirmé les services de l'Elysée. Pour célébrer cet anniversaire, Stéphane Séjourné, ministre des Affaires étrangères, s'était déjà rendu à Pékin fin mars. « La France, par cette visite, démontre qu'elle fait partie des très rares pays au monde à être en mesure de maintenir des canaux de discussion à tous les niveaux avec la deuxième puissance économique mondiale, avec la Chine, dans un contexte où il y a une relation tendue avec les États-Unis et le Royaume-Uni », avance-t-on de source diplomatique française. En 1964 déjà, la France, sous l'impulsion du général de Gaulle, avait été le premier grand pays occidental à établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs avec la République populaire de Chine.

Un moment plus intime dans les Hautes-Pyrénées entre les deux chefs d'Etat

Le président chinois et son épouse Peng Liyuan seront reçus le 6 mai par Emmanuel et Brigitte Macron à Paris, où un dîner d'État est prévu à l'Élysée. Le 7 mai, les deux couples se rendront dans les Hautes-Pyrénées où le chef de l'État français veut partager un moment plus intime avec son homologue. Il s'y est, en effet, beaucoup rendu dans son enfance pour rendre visite à sa grand-mère maternelle, Germaine Noguès, décédée en 2013 et qui habitait à Bagneres-de-Bigorre.. « Les échanges porteront sur les crises internationales, au premier rang desquelles la guerre en Ukraine et la situation au Moyen-Orient, les questions commerciales, les coopérations scientifiques, culturelles et sportives ainsi que sur nos actions com-

munes face aux enjeux globaux, notamment l'urgence climatique, la protection de la biodiversité et la situation financière des pays les plus vulnérables », a résumé la présidence française.

Lin Jian, porte-parole de la diplomatie chinoise, a estimé pour sa part que les deux dirigeants tenteront de « faire de nouvelles contributions à la paix, à la stabilité, au développement et au progrès du monde ».

Le soutien de la Chine apporté à la Russie inquiète

Il y a un an en Chine, Emmanuel Macron avait appelé Xi Jinping à « ramener la Russie à la raison » à l'égard de l'Ukraine « et tout le monde à la table des négociations ». Le président chinois s'était alors dit, en tête-à-tête, prêt à appeler son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, selon la délégation française. Le coup de fil avait de fait eu lieu peu après. Mais les avancées diplomatiques escomptées par Paris sur le front russo-ukrainien s'étaient arrêtées là. « Il faut continuer d'engager la Chine qui, objectivement, est l'acteur international qui dispose des leviers les plus importants pour changer le calcul de Moscou », glisse-t-on de source diplomatique française, tout en reconnaissant qu'il ne faut pas s'attendre à un tournant majeur du jour au lendemain. Appelant à une solution de paix, les autorités chinoises, qui se disent officiellement neutres, n'ont jamais condamné l'invasion russe. Le président russe Vladimir Poutine doit d'ailleurs se rendre en Chine en mai. L'Europe n'est pas la seule à se préoccuper des liens entre Pékin et Moscou. Vendredi dernier, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a, en effet, indiqué avoir fait part de ses inquiétudes au dirigeant chinois, lors d'une visite dans le pays de trois jours, concernant ce soutien apporté à la Russie, affirmant que l'invasion de l'Ukraine serait plus « difficile » sans le soutien de Pékin. Le chef de l'Otan, Jens Stoltenberg, s'en est aussi pris aussi au géant asiatique, jeudi, l'accusant de « soutenir l'économie de guerre de la Russie » en partageant des technologies de pointe qui peuvent être utilisées pour pro-

duire des missiles, des chars et des avions. « La Chine affirme vouloir entretenir de bonnes relations avec l'Occident. Dans le même temps, Pékin continue d'alimenter le plus grand conflit armé en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale », a-t-il déclaré lors d'un discours prononcé lors d'une remise de prix à Berlin sur les liens transatlantiques. « Ils ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre ».

Les questions commerciales en haut de la pile des sujets de préoccupation

Au-delà des questions diplomatiques, les relations commerciales devraient être aussi largement abordées. Emmanuel Macron a ainsi appelé jeudi dernier à une « révision » de la politique commerciale européenne. « Ça ne peut pas marcher si on est les seuls au monde à respecter les règles du commerce telles qu'elles avaient été écrites il y a quinze ans, si les Chinois, les Américains, ne les respectent plus en subventionnant les secteurs critiques », a déclaré le président français dans un discours sur l'Europe prononcé à la Sorbonne. Les relations entre Pékin et Bruxelles se sont tendues davantage avec l'ouverture en 2023 par l'UE d'une enquête sur les subventions chinoises aux voitures électriques. Bruxelles a aussi ouvert une enquête mi-avril pour pratique déloyale visant les fabricants d'éoliennes subventionnés par Pékin, qui pourrait aboutir à des sanctions douanières. Cette attitude « peut miner la confiance des entreprises chinoises dans la coopération avec l'Union européenne », avait alors répliqué dans la foulée le ministre chinois du Commerce Wang Wentao, en plaidant pour le « multilatéralisme au lieu du protectionnisme et de l'unilatéralisme ». Il n'en demeure pas moins que, si Paris évoque une visite très politique sans grands contrats à attendre, Emmanuel Macron espère attirer de nouveaux investissements chinois, notamment dans les batteries électriques. Xi Jinping devrait ensuite se rendre en Serbie, selon des médias, puis il est attendu en Hongrie du 8 au 10 mai.

SUÈDE

La récession se prolonge au premier trimestre (-0,1%)

La récession se prolonge en Suède puisque le PIB s'est contracté de 0,1% au premier trimestre, soit le quatrième trimestre consécutif de baisse, selon des statistiques officielles publiées lundi. « L'activité économique en Suède a continué à s'affaiblir au premier trimestre 2024 avec des reculs en février et mars. Il s'agit du quatrième trimestre consécutif de croissance négative », a dit Mattias Kain Wyatt, économiste de l'Institut suédois de la statistique (SCB) cité dans un communiqué. Le PIB suédois s'était déjà contracté de 0,1% au dernier trimestre 2023 et a reculé de 0,2% sur l'ensemble de l'année par rapport à 2022. La Suède a souffert l'an dernier d'une inflation persistante, conjuguée à une baisse de sa monnaie, la couronne suédoise, ce qui a poussé la banque centrale suédoise à relever son taux directeur à 4%, son plus haut niveau depuis 15 ans, taux inchangé depuis septembre. L'inflation est cependant en train de reculer (+4,1% en mars sur un an) et les économistes tablent sur un prochain cycle de baisse des taux, possiblement dès ce mois de mai. L'institut suédois de la statistique ne fournit pas de détail sur les composantes du PIB pour ce premier trimestre. « La consommation des ménages est probablement restée inchangée sur le trimestre et sur un an », estiment les économistes de Nordea dans une note. « Les exportations nettes ont probablement été un moteur de croissance beaucoup moins important qu'en 2023, les exportations de biens ayant nettement diminué », ajoutent-ils. L'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt, avec des ménages qui ont fréquemment des emprunts immobiliers à taux variables, ont pesé sur la consommation des ménages suédois l'an dernier.

ESPAGNE

L'inflation a de nouveau accéléré en avril, à 3,3% sur un an

L'inflation a de nouveau légèrement accéléré en Espagne en avril pour atteindre 3,3% sur un an, en raison principalement de la hausse des prix du gaz et de l'alimentation, selon une première estimation officielle publiée lundi. Ce taux est supérieur de 0,1 point à celui du mars (3,2%), marqué par un léger rebond après un net ralentissement enregistré en février (-0,6 point, à 2,8%), précise l'Institut national des statistiques (INE) dans un communiqué. Selon l'INE, l'accélération du mois d'avril s'explique notamment par la hausse des prix du gaz,

qui avaient baissé sur la même période il y a un an, et par la hausse des prix de l'alimentation. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCA), qui permet les comparaisons avec les autres pays de la zone euro, a dans ce contexte lui aussi progressé, pour atteindre 3,4% sur un an, contre 3,3% en mars. L'inflation sous-jacente, qui ne tient pas compte des prix de l'énergie et qui est corrigée des variations saisonnières, a en revanche reculé de 0,4 point, pour atteindre 2,9% en glissement annuel. La banque centrale espagnole prévoit que l'inflation atteindra 2,7% sur

l'ensemble de l'année 2024, après 3,4% en 2023, en raison d'un ralentissement progressif du rythme de hausse des prix alimentaires, avant de tomber à 1,9% en 2025. Selon Adrian Prettejohn, économiste pour l'Europe de Capital Economics, elle devrait cependant encore accélérer au cours des prochains mois, en raison de la fin de la baisse de TVA sur l'énergie et l'alimentation. L'inflation espagnole avait atteint un record à 10,8% en juillet 2022, son plus haut niveau depuis 1985, en raison de l'impact économique de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Elle a ensuite ralenti mais sa persistance à un niveau élevé a conduit le gouvernement du Premier ministre socialiste Pedro Sánchez à instaurer puis à prolonger des mesures d'aides au pouvoir d'achat. L'exécutif a ainsi maintenu jusqu'au 30 juin 2024 la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, et prolongé jusqu'à la fin 2024 la réduction de 30% sur les tarifs des transports en commun. L'objectif de l'exécutif espagnol est de se rapprocher de la cible des 2% d'inflation fixée par la Banque centrale européenne (BCE).

MINI ACEMAN

Le retour en grâce des petits gabarits

Au fil des générations le SUV Mini Countryman à bien grandi passant de 4,09 m pour la version 2010 à 4,43 m pour l'actuel lancé en 2023. Cela laisse un vide à combler dans la gamme loisir que vient tout juste de combler l'électrique Aceman

Conçue avec Great Wall Motor, constructeur chinois de longue date, l'Aceman (4,07 m) repose sur la même base technique que sa petite sœur Mini trois portes (3,86 m). Un crossover qui reprend logiquement les mêmes blocs électriques (184 ou 218 ch), ces derniers étant associés à deux batteries NMC. Si pour la version de base "E", la pile est ici un peu plus généreuse (42,5 contre 40,7 kWh) et promet (sous le cycle d'homologation WLTP) jusqu'à 310 km d'autonomie, la haut de gamme Aceman SE fait pile commune (54,2 kWh). Elle franchirait, ainsi, la barre psychologique des 400 km. Cette SE supporte aussi une puissance de charge supérieure (+ 20 kW en courant continu) pour attendre 95 kW), mais ce n'est pas exceptionnel.

21 cm plus long qu'une Mini

Pour autant. Certaines petites, dont les modèles de Stellantis (Peugeot, Alfa Romeo, etc.) ou la future Renault 5, proposant mieux (100 kW). Une donnée qui n'est pas forcément prépondérante pour décider l'achat d'une Mini, dont l'usage sera essentiellement interurbain avec des charges quotidiennes à la maison ou au bureau et qui s'avérera plus facile à vivre que la Mini classique. Avec une longueur accrue de 21 cm (dont 8 cm au bénéfice de l'empattement, soit 2,61 m) et ses portes arrière, cet Aceman permettra de récupérer plus facilement les enfants à la sortie de l'école ou de faire les courses de la semaine grâce à un coffre plus généreux (300 contre 210 dm³).



Même planche de bord que la Mini

Toutefois, l'Aceman prend soin de ne pas jouer dans la même catégorie que le Countryman, bien plus grand, à 4,43 m, et qui existe aussi en 100 % électrique ou en PHEV. Reste qu'il présente des traits similaires, avec ses barres de toit (livrées de série) ou ses contours de phare. Si cela lui permet de ne pas passer pour une basique extension de la Mini trois-portes, l'Aceman applique pour le reste les mêmes recettes que sa petite sœur avec un goût prononcé pour la personnalisation via des associations de coloris contrastés (rétroviseurs, toit, habitacle). De même, l'Aceman reprend dans son intégralité son originale planche de bord, qui soigne la mise en scène. L'ambiance boîte de nuit peut ainsi être de mise dans l'habitacle avec un éclairage d'ambiance agissant sur de larges pièces en textile, et plus encore avec l'original écran tactile central.

Rallonge de prix

Tout rond et d'un diamètre généreux (24 cm), ce dernier évoque un bon vieux 33 tours, que l'on peut faire apparaître virtuellement via l'un des affichages proposés. Véritable tour de contrôle, tout de même doublée d'une commande vocale, cet écran réduit les boutons à la portion congrue. Il faut se contenter de quelques basculeurs pour retrouver un peu de l'esprit des Mini d'avant. Légèrement plus grande que la trois-portes électrique, dont la gamme démarre à 34 000 €, l'Aceman s'affichera logiquement à un prix plus élevé, dès 36 000 € pour la version E et 40 000 € pour la version SE.

HONDA E:NP2 & E:NS2

encore des SUV électriques chinois

Les deux nouveaux SUV électriques présentés par Honda en Chine semblent s'attaquer au Tesla Model Y. Honda ne fait pas partie des marques automobiles les plus à la pointe sur l'électrique, mais elle commence à étoffer sa gamme après l'échec de la citadine e jugée trop chère et dotée de batteries trop petites. Le constructeur japonais vient de lancer chez nous le e:Ny1, un SUV compact qui a d'ailleurs considérablement baissé son prix il y a quelques jours pour attirer les clients. A l'occasion du salon de Pékin 2024, le constructeur japonais dévoile deux autres SUV électriques d'un format plus gros. Les e:NP2 et e:NS2 mesurent 4,78 mètres de long, soit trois centimètres de plus qu'un Tesla Model Y. Reposant sur l'architecture e:N F de Honda inaugurée par le e:Ny1, ils

utilisent comme ce dernier des batteries d'une capacité brute de 68,8 kWh et développent un peu plus de 200 chevaux via un moteur électrique monté à l'avant et entraînant uniquement le train directeur.

Seulement pour la Chine ?

Ces e:NP2 et e:NS2 seront respectivement construits par GAC et Dongfeng en Chine, avec un design très proche l'un de l'autre et de petites différences pour les distinguer. Ils n'ont a priori pas vocation à venir chez nous et il faut dire que, même si Honda annonce une autonomie maximale de 545 km d'après le cycle d'homologation chinois très peu réaliste, ces véhicules disposent de batteries assez petites par rapport à celles des véhicules de taille similaire sur le marché actuel.



Cognizant et Microsoft s'associent pour propulser l'IA générative au sein des entreprises

Cognizant, une entreprise leader dans les services de transformation numérique basée aux États-Unis, et Microsoft ont annoncé récemment une expansion de leur partenariat. L'ESN a acheté 25 000 licences Microsoft 365 Copilot pour ses collaborateurs, ainsi que 500 licences Sales Copilot et 500 licences Services Copilot afin d'améliorer la productivité, de rationaliser les flux de travail et de transformer l'expérience client.

En 2021, les deux partenaires créaient le Cognizant Microsoft Business Group (MBG) pour offrir des services de conseil et de transformation numérique basés sur les technologies et plateformes Microsoft aux clients de Cognizant. Ce dernier entend désormais leur permettre comme à ses employés d'exploiter le potentiel des IA génératives, elle a d'ailleurs l'intention de déployer Microsoft 365 Copilot auprès d'un million d'utilisateurs au sein de ses clients Global 2000 dans 11 secteurs d'activité. Selon son étude publiée en 2023, l'IA devrait injecter 1 000 milliards de dollars dans le PIB américain au cours des dix prochaines années. L'ESN entend y contribuer, tout comme à l'accélération de l'adoption de l'IA en Inde, pays où elle est fortement implantée depuis ses débuts.

Fin octobre dernier, elle a lancé le programme Synapse, visant à doter plus d'un million de personnes, dont plus de 200 000 de ses employés, de compétences technologiques de pointe, telles que l'IA générative. 35 000 développeurs Cognizant ont ainsi été formés à GitHub Copilot, et 40 000 sup-



plémentaires le seront prochainement.

Pour Ravi Kumar S, PDG de Cognizant,

“L'IA générative peut changer la donne pour pratiquement toutes les entreprises de tous les secteurs, en ouvrant de nouvelles possibilités d'innovation, d'efficacité et de croissance. C'est pourquoi nous investissons 1 milliard de dollars dans l'IA générative au cours des trois prochaines années et dirigeons le développement de nouvelles recherches afin d'explorer son potentiel pour nos clients, leurs employés et leurs clients finaux. Nous nous engageons à les

aider à exploiter la puissance de l'IA générative à grande échelle, et Microsoft Copilot est un outil éprouvé qui peut apporter des gains transformateurs, libérer les talents et le potentiel d'une manière que nous ne pouvons qu'imaginer”.

Des solutions spécifiques à chaque industrie

Cognizant et Microsoft vont collaborer étroitement pour fournir des solutions spécifiques à l'industrie en utilisant Copilot Studio. Cette plateforme permet aux utilisateurs de concevoir et de personnaliser leurs propres Copilots, adaptés à leur secteur d'activité et à leur fonction, en exploitant

de grands modèles de langage, des applications métier et des données d'entreprise. Au-delà du secteur de la santé, Cognizant et Microsoft accorderont une priorité particulière aux applications dans des domaines tels que la vente au détail, les biens de consommation, les services financiers, les sciences de la vie, la fabrication, les communications et les médias. Plusieurs de ces cas d'utilisation sont déjà concrets. Microsoft cite dans son communiqué une société de médias avec qui Cognizant travaille pour améliorer la traduction et fournir des sous-titres, un doublage et une adaptation culturelle précis. Il collabore d'autre part avec une entreprise manufacturière afin d'optimiser les diagnostics d'ingénierie à distance pour aider les techniciens sur le terrain à identifier, analyser et résoudre les problèmes de maintenance. Un autre cas d'utilisation mis en avant est celui d'un fournisseur de services éducatifs accompagné par Cognizant pour transformer son modèle opérationnel afin de créer et de diffuser du contenu numérique personnalisé, adapté aux préférences et aux besoins des enseignants et des élèves.

Dropbox rajoute le chiffrement de bout en bout aux dossiers d'équipes

Une salve de fonctions et de mises à jour vient renforcer la sécurité, la gestion des clés et la co-édition sur les documents Microsoft 365 à partir de l'application de partage de fichiers Dropbox.

Dropbox propose désormais le chiffrement de bout en bout et la gestion des clés de sécurité pour les clients de certaines formules payantes (Advanced, Business Plus et Enterprise) a annoncé l'éditeur dans le cadre de mises à jour de son application de partage, sauvegarde et d'échanges de fichiers. Si ces derniers sont déjà chiffrés à l'aide de la norme Advanced Encryption Standards 256 bits, ils ne l'étaient pas encore de bout en bout. Cela va donc être désormais le cas, ce qui fera monter d'un cran la sécurité des dossiers d'équipe. Ce changement signifie que seuls l'expéditeur et le destinataire pourront accéder à leurs échanges et que même Dropbox ne sera pas en mesure de consulter les fichiers de ses clients a déclaré la société dans un billet de blog publié mercredi dernier. Le fournisseur fournira à ses clients un accès aux clés de chiffrement via ses services de gestion des clés FIPS 140-2 de niveau 3.

Des informations sur la manière d'activer et de gérer le chiffrement de bout en bout des dossiers d'équipe sont disponibles sur le site web de Dropbox. L'éditeur prévient cependant qu'il limite certaines fonctions de l'application, comme la possibilité de partager des fichiers avec des utilisateurs n'appartenant pas à une équipe, et qu'il peut ne pas s'appliquer à tous les fichiers stockés dans un compte Dropbox. Parmi les autres fonctionnalités de sécurité annoncées, citons la possibilité de gérer l'appartenance à une équipe et les invitations à partir du tableau de bord d'administration de Dropbox, ou encore la mise à jour du Trust Center, qui contient des informations relatives à la sécurité et à la conformité des produits de l'éditeur.

Modifier simultanément des documents Office depuis Dropbox

Le fournisseur a également annoncé plusieurs autres fonctionnalités pour sa dernière version. Il sera notamment plus facile de collaborer avec des collègues sur certains fichiers Microsoft à partir de l'app Dropbox, grâce à une fonction (actuellement en bêta) de co-édition qui permet à plusieurs auteurs de modifier simultanément des documents Word, Excel et PowerPoint. Les utilisateurs peuvent également voir qui travaille sur un document et toutes les modifications apportées en temps réel. Dropbox Replay est également intégré à Microsoft OneDrive pour transférer plus facilement des fichiers de la plateforme de stockage de Microsoft vers cet outil de collaboration vidéo et audio pour les modifier et les approuver. Replay s'enrichit aussi de la révision et de l'approbation des types de fichiers supplémentaires tels que les fichiers PDF et PSD, l'intégration avec l'application de production musicale Avid Pro Tools et le filigrane dynamique pour mieux protéger les contenus propriétaires.

D'autres mises à jour ont encore été apportées à l'interface utilisateur du site web de Dropbox, après une refonte en octobre dernier. Parmi lesquelles une prévisualisation améliorée des fichiers, la possibilité d'épingler des fichiers favoris dans la barre de navigation ou encore de suggérer des actions rapides à effectuer pour les fichiers.

Apple : de nombreuses personnes voient leur compte Apple ID bloqué

Un certain nombre d'utilisateurs d'iPhone se sont vus déconnectés d'Apple ID. De son côté Apple n'a pas pour le moment pas communiqué sur un problème dans ses services. Les temps sont un peu compliqués pour les utilisateurs d'iPhone, qui doivent utiliser Apple ID. Le mois dernier, ils avaient ainsi dû faire face à une campagne de phishing qui leur demandait de réinitialiser leur mot de passe. Mais là où ils avaient affaire à des escrocs, cette fois, il s'agit d'un véritable problème qui est apparu sur l'interface d'Apple.

Des utilisateurs déconnectés sans explication d'Apple

Ce week-end, de nombreux possesseurs d'iPhone d'outre-Atlantique ont indiqué avoir été déconnectés d'Apple ID, et ce, sans aucune explication. Un problème assez répandu pour obte-

nir de l'écho sur les réseaux sociaux, alors qu'Apple de son côté n'a signalé aucun problème. Le problème, c'est qu'il ne s'agit pas d'un simple déconnexion, puisque lorsque les utilisateurs ont essayé de s'identifier à nouveau, leur mot de passe n'a pas été reconnu par le système.

Le mot de passe doit obligatoirement être changé

Résultat, toutes les personnes atteintes par ce problème ont été obligées de réinitialiser leur mot de passe pour pouvoir se reconnecter. Pour rappel, l'identification via Apple ID est nécessaire pour accéder aux différents services d'Apple disponibles sur ses appareils comme l'App Store, Apple Music, FaceTime ou bien iMessage. Autant dire que l'appareil est assez peu utilisable lorsque l'on est déconnecté. Si la réinitialisation de mot de passe n'est pas un problème très



complexe, certaines personnes qui avaient activé la fonction « Protection en cas de vol de l'appareil » ont dû attendre une heure avant de pouvoir changer leur mot de passe. Alors, simples

« améliorations de sécurité aléatoires » comme s'est vu répondre par Apple un utilisateur, qui a posté la réponse sur Mastodonte ?

Mots fléchés

Couloir	↘			Raillerie	↘			Couche	↘			Auber-	
Cabale		Crochets	↘	Ville de l'Ariège		Colla-	↘	Amas		Fille de Cadmos	↘	giste	↘
	↘					borés				Petit oiseau			
												Fleuve d'Afrique	
Garnitures		Chambre d'écluses	→			Portions	→						
	↘	Négation	↘										
									Bar		Infanterie territoriale	→	
Jumeau	→										Roi de tragédie		
Picrate						Sabre		Vola	→				
	↘												
			Courges		Passé	→						Habitant de l'Arctique	
Chagrinés		Enduit	↘					Ancien premier ministre anglais	→				
	↘	Culotte de grande ampleur	↘										
					Mèche rebelle	→			Para	→			
					Issus				Invendables				
Bifure		Langue du midi	→	Arrivée	↘			Branché	↘		Note de musique	→	
	↘	Perroquet	↘	Bramer							Prairie		
						Ton	→			Oiseau voleur	→		
Hilarités	→									Longue période			
Contour								Thymus de veau					
	↘							Valeur	→				
								Vain	↘				
					Requête	→							
					Rôder							Animation	
Quote-part		Déchiffrer	→										
	↘	Hardiesses	↘			Naturel	→				Roi de Juda		Substances
				Colle		Midi	→				Possède	→	
Âne sauvage	→					Alcaloïde	↘						
Petit ruisseau								Entre amis	→		Humour	→	
	↘										Initiales pieuses		
		Rossignols	→					Victoire de Napoléon	→				Livre sacré
Couteau													
		Affluent de la Seine	→					Hallucino-gène	→		Curium	→	
	↘										Milliar-dième d'unité		
				Saison	Train de banlieue		Dedans		Enzyme		Patri-arche biblique	→	
À côté de		Suite	→					Troisième personne du singulier	↘				
	↘	Sélénium	↘								Acide ribonu-cléique	→	
				Sport	→								
											Actrice française	→	
Dur	→						Enseigne-ments	→					

PÉTROLE:

Le Brent proche des 89 dollars

Les cours du pétrole reculaient lundi, en raison d'un certain apaisement des inquiétudes géopolitiques au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, baissait dans la matinée de 0,69% à 88,88 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, perdait 0,36% à 83,49 dollars. « Avec peu d'autres actualités, le possible refroidissement de l'environnement à Gaza (Palestine) entraîne une chute des prix du pétrole, en atténuant la prime de risque », expliquent des analystes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 30 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

FÊTE DES TRAVAILLEURS

La journée du mercredi 1er mai chômée et payée

La journée du mercredi 1er mai 2024, fête des travailleurs, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, indique lundi, un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. « A l'occasion de la fête du travail et conformément à la loi n 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du mercredi 1er mai 2024, est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée », précise le communiqué. Toutefois, « les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté », souligne la même source.

AGRICULTURE

Cherfa reçoit le directeur exécutif du Conseil international des céréales

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a reçu lundi à Alger, le directeur exécutif du Conseil international des céréales (CIC), Arnaud Petit, avec lequel il a évoqué les préparatifs de la tenue du Forum mondial du CIC, prévu en juin prochain, l'Algérie devant assurer la présidence tournante pour une année. Cette rencontre s'est déroulée en présence du Vice-président du CIC, M. Oussama Salhi et du Directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), M. Nasreddine Messaoudi, indique un communiqué du ministère. Plusieurs questions en rapport avec le marché international des céréales ont été examinées lors de cette rencontre qui a également abordé le rôle de l'Algérie au sein de ce Conseil, partant de son expérience dans ce domaine, et ce dans le but de renforcer la transparence des échanges commerciaux et du transport maritime des produits céréaliers », ajoute la même source. A cette occasion, le ministre a présenté les grandes lignes de la stratégie de l'Algérie pour le renforcement de la sécurité alimentaire, axée sur le développement des cultures stratégiques et la réalisation de l'autosuffisance en certains produits de large consommation, notamment les céréales, les légumineuses, le lait, la viande, les huiles et le sucre, conclut le communiqué.

SOMMET DE L'IDA-21/DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

L'engagement constant de l'Algérie souligné

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, lundi à Nairobi, l'engagement constant de l'Algérie à plaider pour le développement en Afrique, rappelant les efforts laborieux de l'Algérie pour permettre aux pays africains d'obtenir les financements nécessaires pour atteindre leurs objectifs de développement et encourager toutes les initiatives visant à assurer la relance économique et la croissance durable sur le continent africain. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, lors du Sommet de l'Association internationale de développement (IDA) pour la mobilisation des ressources pour l'Afrique, le président de la République a affirmé que les efforts consentis par l'Algérie découlent de son appartenance africaine et de son engagement historique pour la solidarité et l'unité en Afrique. Cela procède également de sa conviction profonde de l'interdépendance de la sécurité et du développement, en vue de renforcer la coopération, la coordination des politiques nationales et le développement des capacités des pays africains frères pour relever les défis du développement, notamment par la concrétisation des projets de développement dans plusieurs pays du voisinage direct, à travers l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement (AACI), à laquelle le Gouvernement algérien a alloué un montant d'un (1) milliard usd. A cette occasion, le président de la République a réitéré le

soutien de l'Algérie aux efforts des différentes parties participant à cette réunion pour donner l'élan souhaité au processus de la 21e reconstitution des ressources de l'IDA, ce qui permettra de fournir les capacités financières nécessaires, d'intégrer l'ensemble des priorités nationales africaines dans le plan d'action de l'IDA, et d'aller de l'avant vers un avenir plus équitable et durable.

Tenir compte des priorités de développement des pays africains

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a également appelé à tenir compte des besoins de développement et des priorités nationales des pays africains dans le cadre du 21e processus de reconstitution des ressources de l'IDA. Dans ce contexte, le président de la République a réaffirmé le soutien de l'Algérie à toutes les initiatives et mécanismes permettant de combler le déficit de financement, d'augmenter le volume des aides au développement et de mettre en place les instruments efficaces pour réduire l'impact de la dette en incluant l'annulation et la restructuration de la dette ainsi que la suspension des services de la dette, notamment au profit des pays les moins développés. Le président de la République a appelé à libérer les politiques liées à la sécurité alimentaire et sanitaire des approches purement économiques notamment en ce qui à trait à l'accès aux produits alimentaires et aux médicaments, outre

l'importance de mobiliser les ressources permettant d'appuyer les efforts de ces pays dans tous les domaines prioritaires.

Le président de la République a par ailleurs souligné la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation des projets à dimension inclusive continentale et de mise en œuvre de l'agenda de l'Union africaine (UA) 2063, rappelant les efforts consentis par l'Algérie dans ce cadre, notamment à travers une approche inclusive de ses projets nationaux et dans son voisinage direct.

Le rôle majeur de l'IDA dans la satisfaction des besoins de financement des pays africains souligné

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, d'autre part, le rôle majeur de l'Association internationale de développement (IDA) dans la satisfaction des besoins de financement croissants des pays africains à faible revenu, via le mécanisme des prêts à taux réduits et des subventions visant à alléger la charge de la dette. Le président de la République a également insisté sur la nécessité de soutenir les pays les plus vulnérables dans leurs efforts visant à stimuler la croissance économique et à relever les défis imposés par le contexte international actuel, notamment la hausse de la dette et des taux d'intérêt et la rareté des ressources. Le président de la République a, dans ce contexte, mis l'accent sur la nécessité impérieuse pour la communauté internationale de se mo-

biliser pour contribuer à relever ces défis complexes et traiter les causes profondes qui alimentent les conflits et l'instabilité, notamment la pauvreté, la marginalisation et les inégalités, rappelant qu'il ne saurait y avoir de paix et de sécurité sans la réalisation d'un développement socioéconomique durable.

L'expérience algérienne en matière de développement socioéconomique passée en revue

Le président Tebboune a, par ailleurs, passé en revue, lundi, l'expérience algérienne en matière de développement, mettant en avant son caractère équilibré alliant les exigences du développement économique et le renforcement du caractère social de l'Etat, en plaçant le citoyen au cœur des politiques de développement. Le président de la République a passé en revue les réformes économiques profondes engagées par l'Algérie pour construire un nouveau modèle économique reposant sur la diversification de l'économie, la création de richesses et l'esprit d'initiative, notamment en matière d'investissement et dans le domaine financier. Le président de la République a également mis en avant le caractère social de l'Etat et ses efforts pour réaliser la justice sociale et permettre aux citoyens d'accéder à des services de qualité dans tous les domaines, une approche qui a permis à l'Algérie d'être en bonne position dans la réalisation des Objectifs de développement durable en Afrique, a-t-il dit.

SONATRACH

Signature d'un protocole d'entente avec la société américaine HGR Energy

Sonatrach et la société américaine Hecate Energy Global Renewables (HGR Energy) ont procédé, ce lundi à Alger, à la signature d'un protocole d'entente, indique le groupe dans un communiqué. La cérémonie s'est déroulée au siège de la Direction Générale de SONATRACH, en présence de Monsieur le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, Monsieur Rachid HACHICHI et du

Président Directeur Général de HGR Energy, Monsieur David WILHELM. Ce protocole d'entente permettra à SONATRACH et HGR Energy de conduire conjointement dans une première étape, une étude de faisabilité afin d'examiner les possibilités de mise en œuvre d'un projet de production d'énergie renouvelable en Algérie, précise la même source. Cette étape, ajoute Sonatrach dans

son communiqué, sera suivie par une deuxième étape incluant la faisabilité d'utiliser cette énergie dans les projets de production de l'hydrogène vert. Pour rappel, HGR Energy est l'un des principaux développeurs, propriétaires et exploitants de projets d'énergie renouvelable et de solutions de stockage en Amérique du Nord et sur d'autres marchés internationaux. La signature de ce protocole d'entente s'inscrit en droite ligne dans la stra-

tégie nationale de développement des énergies renouvelables, à laquelle SONATRACH contribue pleinement à travers un programme ambitieux, avec pour objectif de couvrir les besoins en énergie de ses sites pétroliers et gaziers, de manière à réduire d'une façon responsable et durable la consommation d'hydrocarbures sur site et par conséquent diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

S R.

ORIENTATION DES BACHELIERS

Lancement de la Plateforme d'intelligence artificielle

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Baddari, a supervisé, hier, le lancement officiel de la première plateforme d'intelligence artificielle. Une interface conçue pour orienter les futurs titulaires du baccalauréat session 2024, dans leur choix, à même de contribuer à réduire le taux d'échec, affirme le ministre. S'exprimant lors d'une cérémonie organisée à l'occasion, au siège du département ministériel Ben Aknoun-Alger, Baddari a précisé que

cette plateforme, première du genre, a été développée par des étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure d'Intelligence Artificielle (EN-SIA). Destinée aux futurs bacheliers, l'interface permettra selon le premier responsable du secteur, « d'élever le taux de satisfaction des étudiants dans leurs premiers choix de spécialité, grâce à la simulation de l'intelligence artificielle, à même de réduire le taux d'échec en première année universitaire. » Et de préciser que « cette réalisation s'inscrit dans le ca-

dre de la stratégie du ministère visant à consolider le processus de numérisation pour atteindre les objectifs escomptés, à savoir zéro papier. » Dans le détail, Baddari a expliqué que le portail digital offre une orientation aux futurs bacheliers pour faire un choix de spécialité étudié, en passant à travers une évaluation par simulation, en fonction de leurs performances au baccalauréat dans des matières ciblées, avant de passer à une inscription. Un chemin gagnant sur la plateforme.